



# PROGRAMME DE PARTENARIAT MONDIAL UN RÔLE DÉTERMINANT

[www.partenariatmondial.gc.ca](http://www.partenariatmondial.gc.ca)





# TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DU MINISTRE .....	1
SOMMAIRE EXÉCUTIF .....	2
INTRODUCTION – UN RÔLE DÉTERMINANT .....	6
Le défi .....	6
Une réaction internationale .....	7
LE PARTENARIAT MONDIAL CONTRE LA PROLIFÉRATION DES ADM ET DES MATIÈRES CONNEXES : UN APERÇU .....	8
Principes et lignes directrices .....	8
Objectifs prioritaires .....	9
Financement du Partenariat mondial .....	9
Suivi des progrès .....	10
LE CANADA ET LE PROGRAMME DE PARTENARIAT MONDIAL .....	11
<b>Réalisations du Canada .....</b>	<b>11</b>
– Destruction des armes chimiques .....	12
– Démantèlement des sous-marins nucléaires déclassés .....	16
– Sécurité nucléaire et radiologique .....	18
– Réorientation des anciens scientifiques de l’armement .....	20
– Non-prolifération biologique .....	22
<b>Regard vers l’avenir – Les priorités du Canada pour 2006-2007 .....</b>	<b>25</b>
GÉRANCE ET PROBITÉ .....	26
Systèmes de surveillance financière et de responsabilisation .....	26
Résumés des dépenses .....	27
ANNEXE A : RÉSUMÉ DES ENGAGEMENTS DES AUTRES MEMBRES DU PARTENARIAT MONDIAL .....	28
ANNEXE B : ACRONYMES ET SIGLES .....	30



# MESSAGE DU MINISTRE



Je suis très heureux de présenter au Parlement le *Rapport annuel 2005-2006* sur la participation du Canada au Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes. Cette initiative dirigée par le G8 s'attaque à l'une des menaces les plus sérieuses auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui : le danger que des terroristes s'emparent d'armes de destruction massive (ADM) et s'en servent pour lancer dans le monde entier des attaques brutales et sans discrimination. Il s'agit là d'une des initiatives de sécurité les plus importantes du Canada.

Véritable collaboration multinationale, le Partenariat mondial témoigne de l'engagement collectif du Canada, des États-Unis, de la Russie et d'autres membres à travailler de concert pour réduire les menaces que font planer les ADM héritées de la guerre froide ainsi que les matières et l'expertise connexes. Ce partenariat constitue également un élément essentiel de la coopération que nous entretenons avec les États-Unis et d'autres pays pour faire en sorte que les armes de destruction massive et les matières connexes ne soient pas à la portée des terroristes. Les initiatives et l'appui du Canada ont apporté une contribution substantielle à certains des projets les plus importants dans le cadre du Partenariat mondial.

Je suis fier de constater que le Canada obtient des résultats tangibles qui renforcent réellement notre sécurité nationale et internationale. Les efforts que nous déployons dans le cadre du Partenariat mondial ont vraiment un effet déterminant.

Dans le présent rapport, le lecteur trouvera le compte rendu des contributions apportées à la construction d'une importante usine de destruction d'armes chimiques, des progrès accomplis dans le démantèlement des sous-marins nucléaires, dans la sécurisation des matières fissiles, dans la réorientation des scientifiques de l'armement et dans le domaine de la non-prolifération biologique.

Je vous invite à prendre connaissance de ce rapport et des réalisations du Programme de partenariat mondial du Canada. Ce programme est un excellent exemple d'un outil de politique étrangère efficace et bien ciblé, qui permet au Canada de jouer un rôle de chef de file sur la scène internationale. Je suis persuadé que, comme moi, vous serez très fier de ce qu'accomplit le Canada pour contribuer à l'avènement d'un monde plus sécuritaire.

Peter MacKay,

ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique

# SOMMAIRE EXÉCUTIF



« Nous vivons dans un monde où il y a surabondance de matières dangereuses et un grand savoir-faire technologique et où certains terroristes affirment clairement leur intention de commettre des attentats aux proportions catastrophiques. Si une attaque de ce type avait lieu, non seulement elle ferait un grand nombre de morts et entraînerait de grandes destructions, mais en outre elle ébranlerait l'économie mondiale et plongerait des dizaines de millions de gens dans la misère. »

— Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies, à la séance plénière de clôture du Sommet international sur la démocratie, le terrorisme et la sécurité, Madrid, le 10 mars 2005. Photo : Nations Unies

La dissolution de l'Union soviétique, survenue en 1991, représente un tournant décisif dans l'histoire de l'humanité. La fin de la guerre froide a mis un terme à des décennies de tension entre l'Est et l'Ouest et à la menace toujours présente d'un conflit militaire mondial marqué par le recours possible à des armes de destruction massive (ADM), c'est-à-dire à des armes nucléaires, chimiques et biologiques. L'effondrement de l'Union soviétique a toutefois entraîné de nouveaux problèmes, en particulier celui de l'héritage redoutable des programmes d'ADM soviétiques : les armes proprement dites, leurs installations de fabrication et les travailleurs hautement spécialisés qui les mettaient au point et les produisaient. Des installations réparties dans toute l'ex-Union soviétique abritaient environ 600 tonnes d'uranium hautement enrichi (UHE) et de plutonium de qualité militaire, sans compter les quantités considérables contenues dans les armes nucléaires. De plus, d'autres installations contenaient les plus vastes stocks déclarés d'armes chimiques au

monde, soit quelque 40 000 tonnes. Outre ces matières, près de 200 sous-marins nucléaires des flottes russes du Nord et du Pacifique, déclassés et vulnérables, attendaient leur démantèlement. Ces sous-marins, dont beaucoup contenaient des combustibles nucléaires irradiés, faisaient peser non seulement des menaces nucléaires et radiologiques, mais aussi des risques pour l'environnement. L'existence des nombreux instituts qui participaient autrefois aux divers programmes d'armes de l'Union soviétique ainsi que des scientifiques qui y travaillaient n'était pas moins préoccupante. La dissolution de l'Union soviétique a eu des incidences notables sur le plan humain sur ces dizaines de milliers de scientifiques autrefois employés dans les armements, qui se sont soudain retrouvés au chômage ou sous-employés. Cette situation rend certains d'entre eux vulnérables aux offres de groupes ou de pays désireux d'acquérir les connaissances et l'expertise relatives aux ADM.



Le sous-marin de la classe « Victor I » dans un dock flottant tout juste avant son démantèlement



La gestion de cet héritage de la guerre froide était une tâche gigantesque, qui dépassait largement les capacités de la Russie et d'autres pays de l'ex-URSS. Quelques pays ont réagi dans les années 1990 en proposant des projets bilatéraux et multilatéraux pour tenter de réduire les risques que présentaient ces armes et les infrastructures qui soutenaient leur production. Certains progrès ont été accomplis, notamment dans le cadre du programme américain Cooperative Threat Reduction Program lancé par les sénateurs Sam Nunn et Richard Lugar, mais il fallait faire beaucoup plus. Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis ont rappelé de manière tragique la gravité des menaces terroristes et souligné l'urgence d'empêcher que des terroristes et des États qui suscitent des préoccupations en matière de prolifération n'ajoutent des armes de destruction massive et des matières connexes à leurs arsenaux. Ces événements ont aussi joué le rôle de catalyseur dans la formation du Partenariat mondial du G8 contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes<sup>1</sup>.

Le Partenariat mondial doit beaucoup au Canada. Lancé au Sommet du G8 de Kananaskis en juin 2002, où il a recueilli un ferme appui politique au niveau des dirigeants, il définit le cadre d'une coopération accrue pour la réduction de la menace mondiale. À ce sommet, les dirigeants du G8 se sont engagés à recueillir jusqu'à 20 milliards de dollars américains sur 10 ans pour soutenir des projets qui contribueraient à régler la question des ADM héritées de la guerre froide.

Le Canada, hôte du Sommet de 2002, a joué un rôle capital dans la formation du Partenariat mondial, tant en se faisant le champion du projet, pour y rallier d'autres pays du G8, qu'en définissant les principes et les directives qui sous-tendent ses activités. À titre de premier président du Groupe des hauts fonctionnaires du Partenariat

mondial, le Canada a également dirigé l'initiative au cours des premières étapes de sa mise en œuvre, où il s'agissait d'obtenir les engagements financiers initiaux, de faciliter l'élaboration de projets multilatéraux et bilatéraux et d'élargir le partenariat à d'autres membres que les États du G8.

Jusqu'à maintenant, 13 autres pays se sont joints au Partenariat mondial, et les engagements globaux avoisinent les 19 milliards de dollars américains. Ce montant est destiné à divers projets axés particulièrement sur des activités dans les quatre domaines déterminés comme prioritaires par les dirigeants du G8 :

- la destruction des armes chimiques;
- le démantèlement des sous-marins nucléaires déclassés;
- l'élimination des matières fissiles;
- la réorientation des anciens scientifiques de l'armement.

Le Programme de partenariat mondial du Canada a été créé en septembre 2002. Les efforts ont d'abord porté sur la mise en place de l'organisation et la définition de la structure du programme, ainsi que sur le recrutement des spécialistes, l'obtention des autorisations requises et la mise en place d'un cadre juridique détaillé. Il a fallu pour cela négocier de nombreux accords bilatéraux et multilatéraux ainsi que des ententes contractuelles particulières pour mener les projets à bien. Le Programme de partenariat mondial du Canada est maintenant pleinement opérationnel, et des projets sont réalisés dans tous les domaines prioritaires.

Les jalons et les réalisations du Programme de partenariat mondial du Canada entre le 1<sup>er</sup> avril 2005 et le 31 mars 2006 sont énumérés ci-dessous :

<sup>1</sup> Aussi appelé « Partenariat mondial » ou « Partenariat ».



Des matières hautement radioactives qui pourraient être utilisées dans la fabrication d'une « bombe sale » alimentent à l'heure actuelle des phares russes. Photo : Gouverneur du comté de Finnmark (Norvège)

## DESTRUCTION DES ARMES CHIMIQUES

- Le Canada apporte une importante contribution à la destruction d'armes chimiques, à Shchuch'ye. Le financement canadien jouera un rôle notable dans l'élimination d'environ 1,9 million d'obus d'artillerie remplis d'agents hautement neurotoxiques, en fournissant jusqu'à 33 millions de dollars pour la construction d'un chemin de fer de 18 kilomètres qui transportera les armes chimiques de leur entrepôt, près de Planovy, jusqu'à l'usine de destruction. La construction du chemin de fer a commencé en mars 2006 et demandera environ 22 mois.
- Le Canada fournit jusqu'à 55 millions de dollars pour l'équipement de la deuxième chaîne de destruction, à Shchuch'ye, ce qui doublera la capacité de destruction d'armes chimiques de l'usine et accélérera considérablement la destruction du stock d'agents neurotoxiques mortels qui est conservé en ces lieux. Ces projets devraient être terminés en 2006-2007.
- Le Canada reconnaît les besoins et les préoccupations de la communauté locale. Il a versé une contribution de 10 millions de dollars pour la construction d'un système d'alerte public local (pour informer les habitants en cas d'incident à l'usine) et pour l'aménagement de lignes de communication entre les sites, à Shchuch'ye. Les deux projets doivent être terminés au printemps 2007.
- Toujours pour soutenir la communauté locale, le Canada fournit 100 000 \$US par année pour financer l'exploitation d'un bureau de sensibilisation publique de la Croix verte à Izhevsk, capitale de la République d'Oudmourtie. Ce bureau sensibilise la population locale aux activités de destruction d'armes chimiques qui se déroulent aux usines voisines, à Kizner et à Kambarka. Le bureau d'Izhevsk a ouvert ses portes officiellement le 20 juin 2005.

## DÉMANTÈLEMENT DES SOUS-MARINS NUCLEAIRES DÉCLASSÉS

- Les mesures prises par le Canada ont eu une incidence importante sur le démantèlement des sous-marins nucléaires déclassés dans l'Arctique russe. Tous les travaux prévus par le premier accord de mise en œuvre conclu avec le chantier naval de Zvezdochka, pour la vidange et le démantèlement de trois sous-marins à propulsion nucléaire, ont été réalisés avec succès.
- Le Canada a aussi entrepris des travaux en vertu de son deuxième accord de mise en œuvre, doté d'un budget de 32 millions de dollars. Conformément à cet accord, le Canada a complètement démantelé et vidangé deux sous-marins de la classe Victor.
- En octobre 2005, le Canada a accueilli le Groupe de contact d'experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), dont le mandat est de promouvoir la coopération entre les pays et les organisations internationales qui souhaitent renforcer la sécurité et la sûreté des combustibles irradiés et des déchets radioactifs dans la Fédération de Russie.
- Le Canada avait antérieurement versé une contribution de 32 millions de dollars au fonds de soutien du Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale (PEDS), qui vise principalement la gestion sans danger des combustibles irradiés et des déchets radioactifs de la flotte du Nord de la Russie. Le Canada fait le suivi des progrès des projets mis en œuvre au moyen de ce fonds.

## SÛRETÉ NUCLEAIRE ET RADIOLOGIQUE

- Grâce à la contribution du Canada, cinq sources hautement radioactives ont été retirées de phares de la région d'Arkhangelsk et remplacées par des panneaux solaires. Les sources radioactives ont été déclassées et éliminées. Ces travaux ont été réalisés en coopération avec la Norvège.



Deuxième bâtiment de destruction, à l'usine de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye



- La contribution canadienne de 4 millions de dollars au Fonds pour la sûreté nucléaire (FSN) de l'AIEA a servi à financer d'importantes améliorations de la protection physique et des programmes de formation en Russie, en Ukraine et en Asie centrale.
- Le Canada contribue à hauteur de 9 millions de dollars au projet américain de fermer le dernier réacteur nucléaire russe produisant des quantités appréciables de plutonium de qualité militaire, et aide ainsi à faire en sorte que le réacteur soit fermé en 2011.
- Le Canada a aussi continué de collaborer étroitement avec ses partenaires du G8 pour conclure un accord multilatéral concernant le programme russe d'élimination de plutonium. Le Canada a affecté 65 millions de dollars à cette initiative, ce qui aidera la Russie à convertir 34 tonnes de plutonium de qualité militaire en variétés impropres à la fabrication d'armes.
- Le Canada a aussi conclu une série d'accords avec des partenaires clés en Russie pour la coopération visant la protection physique des matières nucléaires.
- Raytheon Canada Limited a été retenu, à la suite d'un processus d'approvisionnement ouvert et concurrentiel, pour fournir une expertise technique dans le cadre de projets de protection physique.

## RÉORIENTATRIION DES ANCIENS SCIENTIFIQUES DE L'ARMEMENT

- Au cours de 2005-2006, le Canada a versé environ 10 millions de dollars au Centre international des sciences et de la technologie (CIST), ce qui a permis de mettre en œuvre 38 projets de recherche scientifique. Ces projets visaient 906 nouveaux

anciens scientifiques de l'armement, spécialisés dans les armes nucléaires, chimiques et biologiques et leurs vecteurs (c.-à-d. les missiles). Leur réalisation porte à 76 le nombre total cumulatif des projets financés par le Canada depuis mars 2004, dont la valeur atteint environ 20 millions de dollars et qui comportent la réorientation de plus de 1 750 anciens scientifiques de l'armement, qui constituent une priorité pour le Canada.

- Le Canada a aussi appuyé 12 ateliers et colloques scientifiques, technologiques et industriels visant à mettre au point de nouveaux projets de recherche, à rehausser la collaboration entre experts canadiens et ex-soviétiques et à promouvoir les liens au sein de l'industrie.

## NON-PROLIFÉRATION BIOLOGIQUE

- De façon particulière, le Canada s'est concentré sur des projets scientifiques qui touchent le secteur biologique. Jusqu'à ce jour, il a financé 25 projets de biotechnologie et de sciences de la vie par l'intermédiaire du CIST, qui visent à réorienter d'anciens spécialistes des armes biologiques et à employer des scientifiques qui travaillaient dans des établissements autrefois liés au programme soviétique d'armes biologiques, ce qui représente un engagement d'environ 7 millions de dollars. Au total, le Canada contribue à réorienter 500 anciens spécialistes des armes biologiques.
- Au cours de l'exercice 2005-2006, le Canada a privilégié des initiatives visant la promotion de la sécurité biologique (biosécurité) et de la sécurité biologique des laboratoires, au moyen de la formation, de la fondation d'associations et de l'élaboration de lignes directrices appropriées.



*Le Programme de réorientation des anciens scientifiques de l'armement vise à ce que ceux-ci puissent recentrer leurs recherches sur des objectifs pacifiques et durables*



*L'équipe canadienne de sécurité nucléaire et radiologique discute du renforcement de la sécurité dans les installations nucléaires russes afin de prévenir le terrorisme. Photo : Obninsk – CIST*

# INTRODUCTION



Entrée de l'usine de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye

« Le terrorisme est devenu un phénomène planétaire qui est en train de s'implanter. Il ne s'agit pas d'une tendance passagère. Il est présent au Canada et représente une réelle menace pour notre sécurité nationale. De plus, les réseaux terroristes responsables des attentats du 11 septembre ou qui y ont participé se sont davantage dispersés et ont adopté des technologies plus poussées. Nous croyons qu'ils poursuivent avec autant d'efforts leur quête de longue date pour se procurer des armes encore plus horribles (chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires). »

— Jim Judd, directeur du Service canadien du renseignement de sécurité (Comité sénatorial spécial sur la Loi antiterroriste, mars 2005)

## UN RÔLE DÉTERMINANT

### LE DÉFI

Les problèmes que posent les armes de destruction massive (ADM) produites et stockées durant la guerre froide continuent de représenter une menace sérieuse pour la sécurité mondiale et pour notre propre sécurité nationale. Cette menace a été aggravée par la volonté explicite et avouée de groupes terroristes d'utiliser ces armes pour causer des dommages d'envergure. Les événements du 11 septembre ont été horribles, mais auraient été pires encore si des ADM avaient été employées. L'utilisation possible d'ADM par les terroristes porte la menace terroriste à un nouveau degré et constitue un danger devant lequel nous ne pouvons fermer les yeux.

La Fédération de Russie est en possession des plus grands stocks d'armes nucléaires et chimiques au monde. En outre, la Russie et plusieurs autres pays de l'ex-Union soviétique ont de vastes stocks de matières nucléaires, radioactives et biologiques vulnérables, et comptent également des dizaines de milliers de scientifiques qui travaillaient autrefois à la mise au point d'armes et qui sont actuellement au chômage ou sous-employés. Ces pays n'ont pas à eux seuls les ressources suffisantes pour éliminer ces stocks ou pour les entreposer en toute sécurité. Certains pays, dont le Canada et les États-Unis, coopéraient à des activités de réduction des menaces, mais la nouvelle circonstance à laquelle le monde avait à faire face réclamait une réponse planétaire plus cohérente et plus concertée.

## UNE RÉACTION INTERNATIONALE

Le défi a été relevé à l'initiative du Canada. Lors du Sommet de Kananaskis en 2002, le G8 a lancé le Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes. Le G8 a convenu de verser jusqu'à 20 milliards de dollars américains sur une période de 10 ans pour des projets portant sur la non-prolifération, le désarmement, la lutte contre le terrorisme et la sûreté nucléaire. L'accent était mis au départ sur la Russie; l'Ukraine est officiellement devenue depuis le deuxième pays bénéficiaire.

Le Partenariat mondial est un projet inédit de coopération internationale qui s'est transformé en un véritable partenariat international. Aux pays membres du G8 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni et Fédération de Russie) et à l'Union européenne se sont ajoutés 13 autres pays. Plus de 19 milliards de dollars américains ont été recueillis, et des activités sont en cours dans tous les domaines. Le Partenariat a été conçu comme une

initiative s'étalant sur 10 ans, et il sera essentiel qu'il se rende à terme et que tous les participants maintiennent leurs engagements pour qu'il atteigne ses objectifs et rende le monde plus sécuritaire pour tous.

« Il faut s'attendre à ce que les terroristes se servent des armes de destruction massive si on leur en donne la possibilité. Pour être vainqueur dans cette guerre, il faudra au minimum empêcher les cellules terroristes d'obtenir des armes ou des matières de destruction massive. Nous devons veiller à ce que toutes les sources d'ADM soient recensées et systématiquement mises en sécurité ou détruites. » [Traduction libre]

— *The Lugar Survey on Proliferation Threats and Responses*, juin 2005.



Phare alimenté par un générateur thermoélectrique radio-isotopique contenant des matières hautement radioactives. Photo : Gouverneur du comté de Finnmark (Norvège)

« En ex-Union soviétique, il y a des phares décrépis, par exemple sur la côte où il y a des matières dont les gens pourraient s'emparer... qui pourraient servir à faire des bombes sales... On a également signalé que le marché pour ces matières se trouvait dans les « stans ».

On a accompli des progrès concrets en remplissant les engagements pris dans le cadre du Partenariat mondial, y compris en ce qui concerne la protection physique des matières et des installations nucléaires. La Déclaration du G8 de Gleneagles et le Plan d'action du G8 pour la non-prolifération adopté à Sea Island ont fait ressortir l'importance de veiller à la sécurité des matières, des équipements et des technologies nucléaires aussi bien que des sources radioactives. Un certain nombre de pays ont maintenant établi des programmes avec la Russie et l'Ukraine en vue d'accroître la protection physique des matières nucléaires et la responsabilisation à leur égard. Parmi ces pays, notons les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Canada, la Norvège, la Suède et l'Union européenne. » [Traduction libre]

— *Chambre des communes du Royaume-Uni (Rapport annuel sur les droits humains, 2005) (15 février 2006)*

# LE PARTENARIAT MONDIAL CONTRE LA PROLIFÉRATION DES ADM ET DES MATIÈRES CONNEXES : UN APERÇU



Équipe de la Direction générale du Programme de partenariat mondial, 2006

## Principes et lignes directrices

Le Partenariat mondial est fondé sur six grands principes qui visent à empêcher que des groupes terroristes acquièrent ou mettent au point des armes nucléaires, chimiques, radiologiques et biologiques. Cela vaut également pour les matières, l'équipement, la technologie et le savoir-faire connexes.

En vertu de ces principes, élaborés par le Canada, il est demandé aux États de prendre les mesures suivantes :

- renforcer les efforts de non-prolifération de la communauté internationale par l'adoption et la mise en œuvre intégrale de traités multilatéraux et d'autres instruments internationaux pertinents;
- mettre au point et appliquer des mesures adéquates pour recenser les matières servant à la fabrication d'ADM et assurer une manutention sécuritaire au moment de leur utilisation, de leur entreposage et de leur transport;
- construire et entretenir des installations d'entreposage sûres pour les matières servant à la fabrication d'ADM;
- renforcer les contrôles frontaliers, l'application des lois et la coopération internationale pour décourager, détecter et empêcher le trafic illicite d'ADM;
- renforcer les systèmes nationaux de contrôle des exportations et des transbordements visant les substances qui pourraient servir à la mise au point ou à la fabrication d'ADM;
- renforcer les mesures destinées à réduire les stocks de matières servant à la fabrication d'ADM.

Pour que ces principes soient appliqués, il est essentiel que la communauté internationale s'engage à aider les pays qui n'ont pas

les ressources nécessaires pour s'attaquer aux problèmes que causent les ADM.

Au Sommet de Kananaskis, les dirigeants du G8 ont également souscrit à un ensemble de lignes directrices destinées à faciliter la réalisation de projets de coopération bilatéraux et multilatéraux financés par l'entremise du Partenariat mondial. Ces lignes directrices, qui reposent sur des pratiques qui ont fait leurs preuves dans le cadre d'autres efforts de coopération, stipulent que les projets réalisés au titre du Partenariat mondial doivent :

- être transparents et sujets à des mesures de surveillance et de vérification;
- respecter les normes reconnues en matière de protection de l'environnement et de sécurité;
- comporter des étapes clairement définies;
- se conformer aux dispositions relatives aux utilisations pacifiques et appliquer des mesures adéquates de protection physique;
- accorder l'exonération complète des taxes, droits, prélèvements et autres impositions;
- être réalisés conformément aux normes internationales relatives à l'approvisionnement;
- assurer au personnel et aux sous-traitants des projets une protection adéquate en matière de responsabilité juridique;
- accorder les privilèges et les immunités appropriés aux représentants des pays donateurs travaillant dans le cadre des projets de coopération;
- assurer une protection efficace des renseignements stratégiques et de la propriété intellectuelle.



« Nous reconnaissons, comme nous l'avons fait à Évian et à Sea Island, que la prolifération des armes de destruction massive (ADM) et de leurs vecteurs demeure, avec le terrorisme international, les menaces les plus importantes à la paix et à la sécurité internationales. La menace que représente l'utilisation d'ADM par les terroristes exige un redoublement des efforts. [...] Nous œuvrerons de façon à tirer parti des progrès considérables que nous avons accomplis pour réaliser des projets concertés auxquels travaillent maintenant les États du G8 et treize autres pays. [...] Nous nous réjouissons de la participation de l'Ukraine et nous continuerons à discuter avec plusieurs pays de l'ex-Union soviétique de leur intérêt à adhérer au Partenariat. Nous réaffirmons que nous sommes prêts en principe à élargir de nouveau le Partenariat pour accueillir les partenaires donateurs et bénéficiaires qui appuient les documents de Kananaskis. »

— Déclaration de Gleneagles sur la non-prolifération (2005)

## Objectifs prioritaires

Lors du Sommet de Kananaskis en 2002, les dirigeants du G8 ont déterminé quatre domaines nécessitant une attention prioritaire :

1. la destruction des armes chimiques;
2. le démantèlement des sous-marins nucléaires déclassés;
3. l'élimination des matières fissiles;
4. la réorientation des anciens scientifiques de l'armement.

Les dirigeants du G8 ont également reconnu l'importance de s'attaquer aux risques posés par les agents biologiques.

- France (750 millions d'euros);
- Italie (1 milliard d'euros);
- Japon (200 millions \$US);
- Russie (2 milliards \$US);
- Royaume-Uni (750 millions \$US);
- Union européenne (1 milliard d'euros).

À ce jour, 13 autres pays se sont joints au Partenariat (la Finlande, les Pays-Bas, la Norvège, la Pologne, la Suède, la Suisse, l'Australie, la Belgique, la République tchèque, le Danemark, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande et la République de Corée). Ce soutien fait ressortir la volonté internationale de s'attaquer à cette menace.

## Financement du Partenariat mondial

Les membres du G8 ont engagé les sommes suivantes en faveur du Partenariat mondial (les montants sont indiqués dans la devise de l'engagement) :

- Allemagne (1,5 milliard d'euros);
- Canada (1 milliard de dollars CAN<sup>2</sup>);
- États-Unis (10 milliards \$US);

<sup>2</sup> Ailleurs dans le document, les sommes exprimées en dollars canadiens sont indiquées simplement par « dollars » ou « \$ ».

« La prolifération des armes de destruction massive est une menace réelle et imminente [...] Nous devons avoir la force de confronter directement cette menace en prenant des mesures concrètes et non en nous contentant d'en parler. » [Traduction libre]  
— Alexander Downer, ministre australien des Affaires étrangères, allocution à la séance d'ouverture de l'assemblée plénière annuelle du Groupe de l'Australie, Sydney, le 18 avril 2005



- |             |          |               |                    |              |
|-------------|----------|---------------|--------------------|--------------|
| 1 Allemagne | 3 France | 5 Japon       | 7 Italie           | 9 États-Unis |
| 2 Canada    | 4 Russie | 6 Royaume-Uni | 8 Union européenne |              |



## Suivi des progrès

Les mécanismes de suivi et de coordination du Partenariat mondial ont évolué en fonction des besoins. Le Groupe de travail sur le Partenariat mondial (GTPM), sous la direction du président actuel du G8, est l'occasion pour tous les participants d'examiner la mise en œuvre des objectifs, de coordonner les activités, de mettre en commun leur expérience, de dégager des possibilités de coopération, y compris de tirer parti des synergies, et de préparer le rapport annuel à l'intention des dirigeants du G8. De même, dans certains domaines, des groupes de coordination ont été mis sur pied pour favoriser la coopération dans la poursuite d'objectifs particuliers. L'une de ces instances, à savoir le Groupe de liaison avec des experts, formé de 16 membres, fournit une tribune visant à faciliter les travaux de démantèlement des sous-marins nucléaires. Un autre groupe se concentre sur la destruction des armes chimiques. Il s'agit du Groupe de travail sur la coordination des activités de Shchuch'ye, auquel siègent le Canada, la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis. L'expérience montre que ces mécanismes informels s'avèrent utiles à la consultation et à la coordination, tout en permettant d'éviter les chevauchements, de combler les lacunes et de mettre en commun l'expérience et les pratiques exemplaires.

À l'échelle nationale, le Programme de partenariat mondial met à contribution l'ensemble du gouvernement, dont plus de deux douzaines de ministères et organismes fédéraux. Le Programme bénéficie des conseils des hauts responsables du Groupe consultatif interministériel sur le Partenariat mondial et du Groupe consultatif sur les sciences, la technologie et le commerce. Ce dernier veille à ce que la réorientation des anciens scientifiques de l'armement reflète les intérêts et les besoins prioritaires du Canada en matière de recherche et développement.

En parlant des horreurs imputables au terrorisme et aux armes de destruction massive, Kofi Annan a déclaré :

« À en croire de nombreux experts, la question n'est pas de savoir "si" mais "quand" ces deux menaces n'en seront plus qu'une et nous verrons, par exemple, une bombe radiologique exploser en plein cœur de Londres ou d'une autre grande capitale. Les pertes en vies humaines seraient terribles, mais combien pires encore les répercussions sociales et économiques. »

— Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies,  
extrait d'un article publié par le Service de  
presse des Nations Unies (10 février 2005)



Visites de contrôle canadiennes

# LE CANADA ET LE PROGRAMME DE PARTENARIAT MONDIAL



Sous-marin de la classe « Victor III » en cale sèche en cours de démantèlement

Lors du Sommet du G8 à Kananaskis en 2002, le gouvernement du Canada s'est engagé à verser à hauteur de 1 milliard de dollars sur 10 ans. Peu après, le Programme de partenariat mondial était mis en place.

« Nous sommes reconnaissants au Canada de s'être attaché activement à concrétiser ses obligations dans le cadre du Partenariat mondial. De tous les pays du G8, force est d'admettre que notre coopération avec le Canada et l'Allemagne, dans le cadre du Partenariat mondial, s'avère exemplaire. » [Traduction libre]

— Le ministre russe des Affaires étrangères, M. Serguei Lavrov, lors d'une visite de travail au Canada, en mars 2006

## Réalisations du Canada

### INTRODUCTION

Après la création du Partenariat mondial en 2002, les efforts initiaux déployés par le Canada se sont concentrés sur trois grands domaines d'action : la mise en place des cadres juridiques internationaux nécessaires et la mise en œuvre d'accords permettant la réalisation de projets en Russie; la mise sur pied d'une structure nationale de soutien et de suivi afin que le Programme respecte les normes les plus strictes établies par le gouvernement du Canada relativement à la gérance et à la probité; l'élaboration de projets conformes aux priorités canadiennes; ainsi que l'établissement des relations internationales nécessaires à leur mise en œuvre.

La Direction générale du Partenariat mondial, à laquelle sont affectés 30 employés, a été créée en septembre 2002, au sein du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI). Ses effectifs possèdent un savoir-faire technique et une expérience de la non-prolifération, du désarmement, de la lutte contre le terrorisme et de la sûreté nucléaire. De plus, la Direction générale a un bureau à l'ambassade du Canada à Moscou, où quatre fonctionnaires assurent une liaison directe avec le gouvernement russe et les intervenants du Partenariat mondial.

Par ailleurs, un cadre juridique détaillé a été mis en place pour garantir l'exécution efficace du Programme et contrôler les risques. Ce cadre comprend des ententes multilatérales et bilatérales ainsi que des arrangements avec des tierces parties avec, en complément, des accords de mise en œuvre particuliers régissant l'affectation des fonds.



Allan Poole, coordonnateur principal du Programme canadien de partenariat mondial (2002-2006)

Pour la réalisation efficace d'un large éventail de projets, le Programme de partenariat mondial du Canada met à contribution différents mécanismes de prestation, y compris le travail en partenariat avec d'autres pays et des organisations internationales. Il en résulte un programme international résolument axé sur la coopération, qui se traduit par une utilisation efficace des ressources.

En qualité d'hôte du Sommet du G8 à Kananaskis, en 2002, le Canada a joué un rôle déterminant dans la création du Partenariat mondial. Depuis ce temps, il continue de jouer un rôle de chef de file, notamment pour encourager les pays non membres du G8 à participer au Partenariat mondial. En mars 2006, le Partenariat comptait 13 nouveaux membres, qui ont tous apporté une contribution financière importante au Partenariat. À ce jour, le Partenariat compte 22 membres et, outre une étroite collaboration avec la Russie, le Canada a travaillé très étroitement avec les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union européenne, le Japon et la Norvège à la réalisation de plusieurs projets. Cela fait ressortir le sérieux que les partenaires du G8 et les autres pays membres du Partenariat mondial attachent à leurs engagements à l'égard de la non-prolifération.

À tous les niveaux, le Partenariat mondial est devenu une entreprise à vocation véritablement multinationale. Aussi, la réussite de nombreux projets dépend-elle de la contribution de plusieurs pays. C'est ainsi que, dans plusieurs cas, la contribution du Canada s'est avérée essentielle à l'achèvement de projets. Le Canada continuera à se faire le champion d'une telle coopération.

À l'heure actuelle, les efforts de notre pays vont bon train et se traduisent par des résultats substantiels. Les sections qui suivent font état des réalisations au cours du dernier exercice et de la réussite des efforts visant à réduire le nombre d'armes de destruction massive et le risque de leur acquisition par des terroristes.

Nous jouons un rôle réellement déterminant.

« Le Canada est un leader au sein du Partenariat mondial contre la prolifération des armes et des matières de destruction massive. Ce partenariat vise à empêcher les terroristes et ceux qui les appuient d'obtenir des armes de destruction massive, en mettant en sécurité ou en détruisant les matériaux de qualité militaire dans l'ancienne Union soviétique. Le Canada y versera 1 milliard de dollars sur une période de 10 ans, dont plus de 250 millions de dollars ont déjà été déboursés. Tant les États-Unis que la Russie ont reconnu que le Canada est, littéralement, l'un des meilleurs à fournir l'argent et à tenir ses promesses. »

— *Michael Wilson, ambassadeur du Canada  
auprès des États-Unis, le 15 mai 2006*

## Destruction des armes chimiques

À la fin de l'ère soviétique, la Fédération de Russie s'est retrouvée aux prises avec le stock d'armes chimiques le plus important au monde (quelque 40 000 tonnes). Or, ces armes sont entreposées à sept endroits différents, à savoir six installations à l'ouest des monts Oural et une à l'est. Cinq d'entre elles servent à l'entreposage de substances mortelles, à savoir des agents neurotoxiques et organophosphorés tels que le sarin, le soman et le VX (environ 32 500 tonnes ou 80 % de l'ensemble des arsenaux chimiques de la Russie). Dans deux autres installations, la Russie entrepose des agents vésicants (c.-à-d. qui infligent des brûlures, tels que l'agent moutarde, la lewisite et un mélange de lewisite et d'agent moutarde (environ 5 500 tonnes ou 20 % de l'ensemble de l'arsenal chimique). Dans la plupart des cas, ces agents neurotoxiques sont contenus dans des munitions, à savoir des obus, des roquettes et des ogives, y compris des bombes aériennes et des bombes aérosols. Quant aux agents vésicants, ceux-ci sont entreposés dans des conteneurs. Toutefois, la présence de près de 4 millions

## RESPECT DE LA CONVENTION SUR LES ARMES CHIMIQUES (CAC)

La CAC exige de tous les États parties qui possèdent des armes chimiques qu'ils les détruisent de manière sûre et respectueuse de l'environnement. Si un État partie peut choisir lui-même la méthode de destruction utilisée, certaines pratiques (c.-à-d. le déversement dans un cours d'eau, l'enfouissement ou l'incinération à ciel ouvert) sont interdites. La CAC prévoit également des délais précis pour la destruction des stocks d'armes chimiques et demande que la destruction pleine et entière des arsenaux chimiques nationaux

soit terminée d'ici le 29 avril 2007. Toutefois, dans les cas exceptionnels, il est possible de prolonger de cinq ans cette échéance (c.-à-d. le 29 avril 2012). Or, la Fédération de Russie a adressé une requête officielle en ce sens. En octobre 2005, le gouvernement de la Russie a adopté un plan de destruction modifié, qui énonce les mesures qu'entend prendre la Russie pour détruire la totalité de ses stocks d'armes chimiques d'ici 2012.



d'obus renfermant des agents neurotoxiques aux installations de Shchuch'ye (oblast de Kurgan) et de Kizner (République d'Oudmourtie) suscite des préoccupations particulières. À cet égard, les munitions de petit calibre représentent un danger certain, puisqu'elles sont à la fois robustes et portables (elles entrent dans une mallette) : deux caractéristiques qui en font une arme particulièrement attrayante aux yeux des terroristes.

De nombreux pays sont parfaitement conscients des risques posés par les stocks d'armes chimiques en Russie, y compris de l'ampleur et de l'urgence de la tâche à accomplir pour les éliminer. Même si les États-Unis, l'Allemagne, le Canada et le Royaume-Uni figurent en tête des pays ayant le plus contribué à la destruction de ces armes, la Belgique, la République tchèque, l'Union européenne, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Pologne, la Suède et la Suisse ont également apporté leur aide à la Russie.

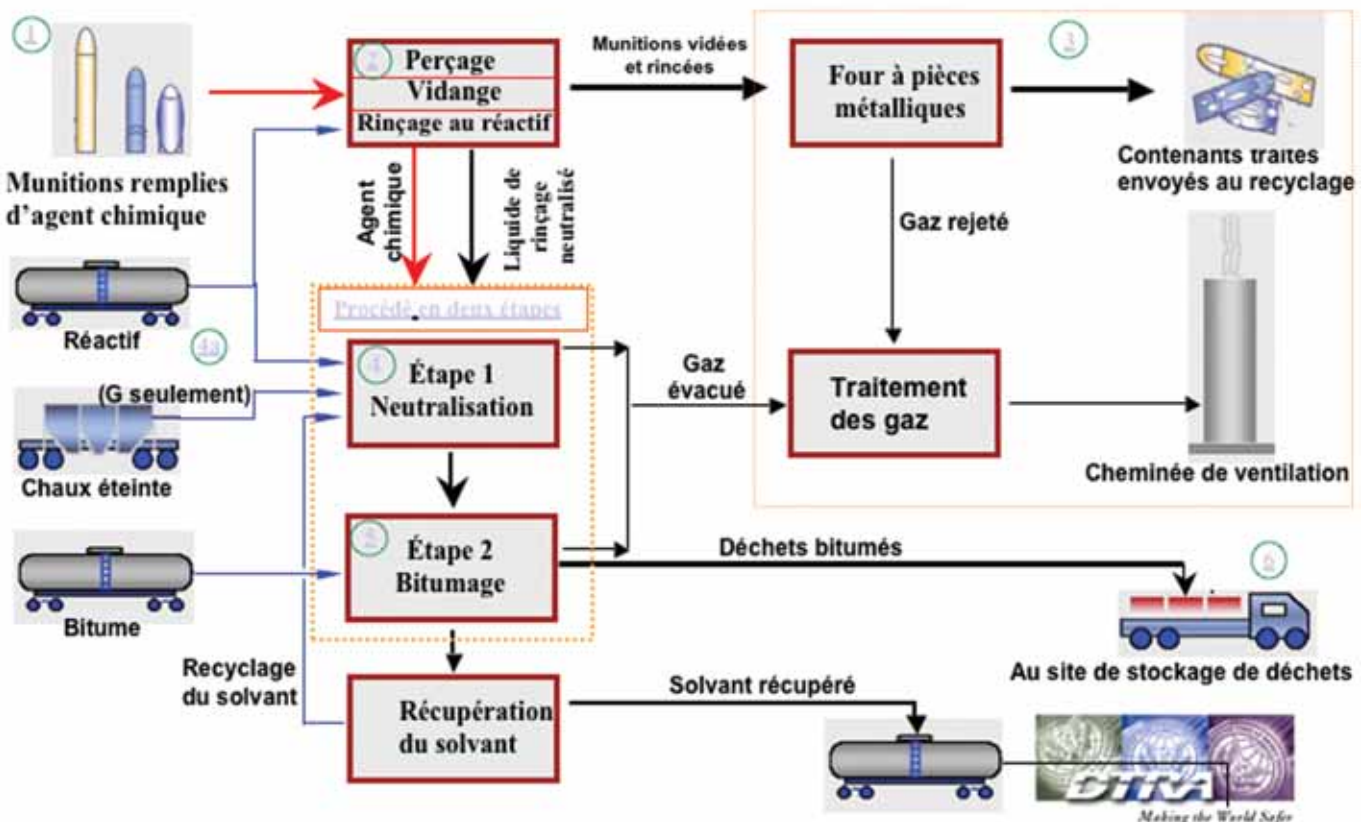
La première usine de destruction des armes chimiques russe a été aménagée à Gornyy, avec une aide importante de l'Allemagne, de l'Union européenne, de la Finlande et des Pays-Bas. L'usine de Gornyy a commencé ses activités en décembre 2003, et la destruction des 1 125 tonnes d'agents vésicants qui s'y trouvaient s'est

« Je souhaite attirer l'attention sur les relations de travail très étroites et efficaces que [le Royaume-Uni] nouées avec le Canada, y compris sur la valeur que nous attachons à ces liens. Grâce à ce partenariat, nos deux pays peuvent apporter une contribution la plus bénéfique possible, à la fois pour les contribuables et pour la Fédération de Russie. »

— Adam Ingram, ministre des Forces armées du Royaume-Uni, Édimbourg (le 12 avril 2005)

terminée en décembre 2005. L'Allemagne a également joué un rôle crucial dans la construction d'une usine de destruction à Kambarka, à laquelle ont également contribué l'Union européenne, la Finlande, les Pays-Bas, la Suède et la Suisse. L'usine de Kambarka a entamé la destruction d'agents vésicants en mars 2006. Par ailleurs, les cinq usines russes de destruction d'agents neurotoxiques devraient être opérationnelles entre 2006 et 2009.

## Processus de destruction d'armes chimiques en Russie



Source : Defence Threat Reduction Agency (DTRA) des États-Unis [Traduction libre]



Image générée par ordinateur de l'usine de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye – Source : Defence Threat Reduction Agency (DTRA) des États-Unis



Deuxième bâtiment de destruction



Voie ferrée traversant la zone industrielle de l'usine de destruction d'armes chimiques et arrivant au bâtiment de destruction



## Construction de l'usine de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye

Le Canada estime que la construction de l'usine de Shchuch'ye doit figurer en tête des priorités en ce qui concerne les armes chimiques, puisqu'elle permettra de détruire les armes chimiques russes les plus mortelles et les plus susceptibles de contribuer à la prolifération. Cet arsenal comprend 5 440 tonnes d'agents neurotoxiques mortels, tels que le sarin, le soman et le VX, contenus dans plus de 1,9 million de munitions utilisées par des pièces d'artillerie ou des lance-roquettes. Par leur volume, les armes entreposées à Shchuch'ye comptent pour 13,6 % de l'ensemble des agents chimiques russes. Toutefois, elles représentent près de 44 % des 4,5 millions d'armes chimiques déclarées par la Russie.

### PROJETS CANADIENS À SHCHUCH'YE

#### PROJET DE CHEMIN DE FER

Le Canada s'est engagé à verser une contribution à hauteur de 33 millions de dollars pour financer la construction d'un chemin de fer de 18 kilomètres entre le lieu d'entreposage des armes chimiques, près de Planovy, et l'usine de destruction de Shchuch'ye. D'abord et avant tout, ce chemin de fer doit permettre de transporter les munitions chimiques jusqu'au lieu de leur destruction, et cela, de manière sûre et sécuritaire. Ce lien ferroviaire servira également au transport de matériel opérationnel et à l'enlèvement des déchets. Pour ce projet, le Canada a bénéficié d'une contribution de 1 million de dollars américains d'une organisation non gouvernementale américaine, la Nuclear Threat Initiative (NTI). Ces fonds serviront à la construction d'un pont ferroviaire enjambant la rivière Miass.

Les difficultés survenues au moment de lancer le processus de soumission ont été surmontées, et un processus d'appel d'offres concurrentiel et transparent a permis d'accorder un contrat de construction en février 2006. Les travaux ont commencé en mars 2006 et devraient se poursuivre pendant environ 22 mois.

### ÉQUIPEMENT POUR LA DESTRUCTION DES AGENTS NEUROTOXIQUES

En octobre 2005, le Canada a annoncé qu'il verserait une contribution pouvant atteindre 55 millions de dollars pour la fourniture de matériel essentiel à la destruction rapide des agents neurotoxiques à Shchuch'ye. En particulier, la contribution canadienne sert à l'achat du matériel nécessaire à la destruction des armes contenant des agents neurotoxiques dans le deuxième bâtiment de destruction du complexe de Shchuch'ye (MDB-2). Cette installation aura pour effet de doubler la capacité de destruction des armes chimiques de l'usine de Shchuch'ye, accélérant ainsi considérablement la destruction des arsenaux entreposés à cet endroit. Le concours financier du Canada permet en outre d'aménager deux chaînes de traitement aux fins de démilitarisation, des réacteurs catalytiques (filtres), une chaîne de traitement thermique aux fins de démilitarisation et une aire de traitement pour les munitions qui ont des fuites. Ces travaux devraient se terminer en 2006-2007.



Manipulateurs pour le deuxième bâtiment de destruction, à l'usine de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye



## AUTRES PROJETS D'INFRASTRUCTURE

Le Canada apporte également une contribution de 10 millions de dollars pour la réalisation de deux projets importants d'infrastructure industrielle à l'usine de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye : la mise en place d'un dispositif d'alerte pour avertir les résidents de Shchuch'ye en cas de problème à l'usine et la construction de voies de communication entre les différents sites. Ces projets devraient être achevés au printemps 2007.

## PARTENARIAT INTERNATIONAL À SHCHUCH'YE

Pour ce qui est du projet de construction de l'usine de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye, ce sont le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni et la Russie qui sont les principaux partenaires. Aussi collaborent-ils étroitement au sein du Groupe de travail sur la coordination pour l'usine de Shchuch'ye. Le Groupe, créé en 2003, a pour mandat de faciliter l'échange d'information et d'assurer la plus grande coopération possible dans les activités de construction. D'autres pays apportent également leur contribution aux travaux réalisés à Shchuch'ye, soit la République tchèque, l'Union européenne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et la Belgique.

Pour leur part, les États-Unis versent 1,039 milliard de dollars américains pour la construction de l'usine de Shchuch'ye. De plus, ils financent entièrement la conception et la construction de la plupart des installations situées dans le périmètre du complexe.

Le Canada est le deuxième donateur en importance à Shchuch'ye, avec une contribution de plus de 103 millions de dollars. La réalisation des projets canadiens à Shchuch'ye se fait dans le cadre

de l'accord bilatéral concernant la destruction des armes chimiques conclu entre le Royaume-Uni et la Russie. Le Canada et le Royaume-Uni ont signé deux protocoles d'entente pour fixer les modalités de cette contribution, en vertu desquels le Royaume-Uni est chargé de la mise en œuvre des projets, de concert avec le Canada. Cela permet une prestation optimale de l'aide canadienne, qui soit à la fois rapide, concertée et efficace.

## CONTRIBUTION ANTÉRIEURE DU CANADA À L'USINE DE SHCHUCH'YE

En 2002, le Canada a versé 5 millions de dollars directement à l'Agence des munitions russes pour aider à la construction d'un gazoduc visant à répondre aux besoins énergétiques de l'usine. La construction du gazoduc, qui a également bénéficié du soutien de l'Italie, s'est terminée en septembre 2003. En 2000 et en 2001, le Canada a également apporté son aide à la conception d'une voie d'accès au complexe industriel, ainsi qu'à la conception et à la construction partielle de lignes pour le transport de l'électricité jusqu'à l'usine. À cela s'ajoute la reconstruction d'un évacuateur de crues en bordure de la rivière Chumlyachka.

## Bureau d'information du public de la Croix verte internationale à Izhevsk

Le Canada apporte son soutien aux efforts déployés par la Croix verte internationale, qui s'attache à diffuser de l'information sur les activités de destruction des armes chimiques et à faciliter le dialogue entre les citoyens russes, notamment les personnes qui vivent et travaillent à proximité des installations d'entreposage et de destruction des armes chimiques. En novembre 2004, le Canada s'est engagé à verser 100 000 \$US par année, pendant quatre ans, pour la création et le fonctionnement d'un bureau d'information du public de la Croix verte à Izhevsk, en République d'Oudmourtie. Ce bureau a ouvert ses portes officiellement le 20 juin 2005.

## LA CROIX VERTE INTERNATIONALE

Fondée en 1994 par l'ancien président soviétique Mikhail Gorbatchev et des hauts responsables du Japon, des Pays-Bas, de la Russie et de la Suisse, la Croix verte internationale s'emploie à promouvoir un nouveau sentiment d'interdépendance mondiale et de responsabilité commune dans les rapports de l'humanité avec la nature. L'organisme, dont le siège social est situé à Genève, compte maintenant plus de deux douzaines de chapitres nationaux partout dans le monde et gère plusieurs programmes environnementaux internationaux.



Galina Vepreva, directrice de la Croix verte de Shchuch'ye



Chaine de destruction d'armes chimiques pour le deuxième bâtiment, à l'usine de destruction de Shchuch'ye

## Priorités futures

L'installation de stockage d'armes chimiques de Kizner, en République d'Oudmourtie, abrite actuellement 5 680 tonnes d'agents neurotoxiques contenues dans quelque 2 millions de pièces de munitions. Le Canada envisage d'y contribuer financièrement une fois qu'il aura terminé son travail à l'usine de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye. En mars 2006, une délégation de représentants canadiens et britanniques a visité le site de la future usine de destruction d'armes chimiques de Kizner, et rencontré les autorités locales pour obtenir des renseignements supplémentaires sur les plans et le calendrier de destruction.

« Je me suis réjoui tout particulièrement des progrès réalisés à l'usine de destruction des armes chimiques de Shchuch'ye. La réussite de ce projet est en partie le résultat d'une coopération étroite entre le ministère britannique de la Défense, la Russie, les États-Unis, le Canada et plusieurs autres partenaires. » [Traduction libre]

— *L'honorable Adam Ingram, ministre des Forces armées du Royaume-Uni*

## Démantèlement des sous-marins nucléaires

Après la dissolution de l'Union soviétique, presque 200 sous-marins nucléaires déclassés des flottes russes du Nord et du Pacifique devaient être démantelés. Quinze ans plus tard, il en reste quelques douzaines, dont la moitié environ contiennent encore du combustible nucléaire. Le mauvais entretien et une protection inadéquate ont

fait en sorte que de grandes quantités de matières hautement radioactives conservées à bord de ces sous-marins ou stockées dans les chantiers navals sont aujourd'hui une cible pour les voleurs ou les saboteurs. Ces matières posent aussi de graves risques environnementaux dans les océans Arctique et Pacifique. La neutralisation de ces risques est un processus qui n'est ni simple, ni bon marché. Le démantèlement d'un sous-marin nucléaire implique 13 étapes, dont des travaux préparatoires majeurs, le transport, la vidange, le démantèlement, la manutention sur place des matières hautement radioactives, l'entreposage sécuritaire des compartiments des réacteurs ainsi que le transfert du combustible nucléaire irradié vers une installation de stockage finale. Sans une aide internationale, la Russie ne pourrait régler ce problème avec rapidité. Le Canada, l'Allemagne, le Japon, la Norvège, le Royaume-Uni et les États-Unis lui prêtent donc main-forte.

Aux termes de son accord bilatéral avec la Russie, le Canada s'est engagé à démanteler, avant 2008, 12 sous-marins nucléaires russes déclassés. Ses efforts sont axés sur la flotte russe du Nord, et les 120 millions de dollars engagés à ce titre contribuent pour beaucoup à régler le problème. Le projet canadien est exécuté en coopération avec l'Entreprise unitaire d'État fédérale russe – appelée le chantier naval de Zvezdochka – à Severodvinsk, dans l'oblast d'Arkhangelsk.

Le Canada a terminé les travaux effectués dans le cadre de son premier accord de mise en œuvre au chantier naval de Zvezdochka le 30 septembre 2005, ayant ainsi réussi à vidanger de leur combustible et à démanteler trois sous-marins nucléaires. Il a commencé les travaux couverts par le deuxième accord de mise en œuvre, une entreprise de 32 millions de dollars; il a jusqu'ici démantelé complètement un sous-marin nucléaire et vidangé deux autres de leur combustible. Outre les travaux menés en vertu de ces deux accords, le Canada a négocié un troisième accord, d'une valeur de 23,7 millions de dollars, qui sera exécuté en 2006 et en 2007.



Sous-marin de la classe « Victor » tracté vers le chantier de démantèlement



Sous-marins en attente de vidange



Sous-marin nucléaire dans un dock flottant



En octobre 2006, le Canada a accueilli la réunion du Groupe de contact d'experts de l'AIEA, dont le mandat est de promouvoir la coopération entre tous les pays et les organisations internationales intéressés à contribuer aux projets qui visent à améliorer la gestion sécuritaire du combustible irradié ainsi que des déchets radioactifs en Fédération de Russie. Dans le cadre de ce mandat, le Groupe constitue une importante tribune pour la coordination de tous les travaux liés au démantèlement des sous-marins. Les délégués étrangers ont visité les installations canadiennes afin de mieux comprendre les pratiques occidentales de gestion des déchets.

### FONDS DE SOUTIEN DU PARTENARIAT POUR L'ENVIRONNEMENT INSTAURÉ DANS LE CADRE DE LA DIMENSION SEPTENTRIONALE (PEDS) DE LA BANQUE EUROPÉENNE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT (BERD)

Le Fonds de soutien du PEDS a été créé en 2001 dans le but de répondre aux problèmes posés par l'énorme volume de combustible nucléaire irradié et de déchets radioactifs hérités des opérations de la flotte russe du Nord. Les montants investis dans le « volet nucléaire » de ce Fonds servent à l'exécution de projets dans les domaines de la sécurité et de l'environnement liés au nucléaire dans le Nord-Ouest de la Russie.

En tant que complément logique au projet de démantèlement des sous-marins, le Canada a versé 32 millions de dollars à ce programme en mars 2004. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) gère le Fonds de soutien du PEDS pour le compte des donateurs (dont le Canada, la Finlande, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Norvège, la Russie, la Suède, le Royaume-Uni et l'Union européenne). Bien qu'il y ait eu des retards dans l'enclenchement des travaux aux premières étapes du processus, la BERD a lancé plusieurs autres projets au cours de l'année écoulée, dont un visant à créer un système de surveillance radiologique dans le Nord-Ouest de la Russie. Le Canada collabore avec le groupe international des donateurs pour passer en revue et approuver les projets, et en suivre les progrès.



### PROJET DE L'ORPHELINAT DE L'ÎLE YAGRI – DES BÉNÉVOLES CANADIENS EN RUSSIE

En mai 2005, l'Orphelinat de l'île Yagri (adjacente au chantier naval de Zvezdochka) a demandé l'aide de l'équipe canadienne de gestion du projet. La clinique dentaire de l'orphelinat avait besoin de fournitures et d'équipements.

Pendant leurs visites de suivi au chantier naval, les membres de l'équipe canadienne ont consacré leur temps libre à cette demande. Ils ont commencé par donner à l'orphelinat des fournitures dentaires de consommation, comme des brosses à dents et du dentifrice. À l'automne 2005, l'équipe s'est associée au Service dentaire des Forces canadiennes pour remettre d'autres fournitures à l'orphelinat, par exemple divers instruments à main et un stérilisateur ultrasonique. Grâce à des dons privés, elle a aussi été en mesure d'amener à l'orphelinat une petite équipe dentaire des Forces canadiennes en mars et en avril 2006. Enfin, elle s'est engagée à procurer à la clinique de l'orphelinat un nouveau fauteuil dentaire, lequel viendra remplacer celui à poulies actuellement utilisé.

Ce projet aura une incidence majeure sur la santé et le bien-être des enfants de l'orphelinat. Grâce au dévouement de ces personnes, le Canada contribue à faire une différence.



Sous-marin de la classe « Victor I » démantelé dans un dock flottant



Section du réacteur



Équipe de direction du démantèlement des sous-marins nucléaires

# Sécurité nucléaire et radiologique

« L'élimination du terrorisme nucléaire est un défi colossal certes, mais un défi que nous devons relever, et la coopération internationale est la seule façon d'y parvenir. » [Traduction libre]

— A. Roumyantsev, (ex-chef de la Rosatom), Conférence Carnegie sur la sécurité nucléaire, novembre 2005

Les groupes terroristes cherchent ouvertement à acquérir des capacités nucléaires, et on a trouvé dans de nombreuses zones de conflit des documents décrivant la façon de construire des « bombes sales », dans lesquelles des explosifs conventionnels sont utilisés pour disperser des matières radioactives. Outre son stock d'armes nucléaires, la Russie possède des centaines de tonnes de matières fissiles pouvant être utilisées à des fins militaires – assez pour fabriquer des dizaines de milliers d'armes nucléaires. Il est donc urgent de soutenir les efforts qu'elle déploie pour protéger ces matières contre le vol et pour les convertir en des formes ne pouvant servir à la fabrication d'armes (élimination). En outre, les matières hautement radioactives qui pourraient servir à fabriquer des bombes sales doivent également être sécurisées.

## PROJETS COOPÉRATIFS

Le Canada a fait d'importants progrès pour aider à contrer ces menaces dans le cadre d'une approche polyvalente. La première étape a été une contribution de 4 millions de dollars au Fonds pour la sûreté nucléaire (FSN) de l'AIEA qui est utilisée pour améliorer la protection physique, mener des projets de formation en Russie et en Asie centrale et aider l'Ukraine à renforcer sa capacité à prévenir la contrebande de matières nucléaires.

En collaboration avec la Norvège, le Canada a enlevé, déclassé et éliminé cinq sources hautement radioactives qui étaient utilisées pour alimenter les phares dans la région russe d'Arkhangelsk, et les a remplacées par des panneaux solaires.

Le Canada a aussi versé une contribution de 9 millions de dollars au titre d'un autre important projet, celui dirigé par les États-Unis et visant la fermeture du dernier réacteur russe à produire du plutonium de qualité militaire. Ce financement facilite l'atteinte de l'objectif recherché, soit la fermeture complète du réacteur d'ici 2011. Ce réacteur produit actuellement assez de matières fissiles pour fabriquer une bombe nucléaire par semaine. Le Canada continue par ailleurs de travailler étroitement avec ses partenaires du G8 à la conclusion d'un accord multilatéral pour soutenir le programme

russe d'élimination du plutonium. Le Canada s'est engagé à investir 65 millions de dollars dans cette initiative, qui aidera la Russie à convertir 34 tonnes de plutonium de qualité militaire en des formes ne pouvant servir à la fabrication d'armes.



Visite d'une délégation russe aux laboratoires de Chalk River d'AECL, en compagnie de membres de l'équipe canadienne du Partenariat mondial



L'érection de clôtures autour du périmètre de sécurité empêche les terroristes d'accéder aux matières nucléaires dangereuses. Photo : Commission canadienne de sûreté nucléaire



Le Canada a versé 9 millions de dollars canadiens pour la réalisation d'un projet piloté par les États-Unis en vue de la fermeture d'un dernier réacteur russe produisant du plutonium de qualité militaire à Zheleznogorsk. Ce réacteur produit suffisamment de plutonium pour la fabrication d'environ une bombe nucléaire par semaine. Photo : Département américain de l'Énergie (DEO)

« La prolifération nucléaire est à la hausse. Les équipements, les matières et la formation nécessaires à cette prolifération étaient autrefois largement inaccessibles. Or, il existe aujourd'hui un réseau mondial très bien organisé qui peut fournir des systèmes capables de produire des matières utilisables dans les armes. Il est évident que la demande est là : certains pays sont intéressés par l'acquisition illicite d'armes de destruction massive. » [Traduction libre]

— Mohammed El-Baradei, directeur général de l'AIEA (page en regard de l'éditorial, New York Times; « Saving Ourselves From Destruction », le 12 février 2004) Photo : AIEA





## SÉCURITÉ NUCLÉAIRE – PROTECTION PHYSIQUE DES MATIÈRES NUCLÉAIRES

Pour prévenir le terrorisme nucléaire, il est essentiel d'empêcher l'accès aux matières nucléaires. Les efforts déployés par le Canada ont surtout porté sur la sécurité périmétrique des installations les plus vulnérables de Russie. Il est en effet très actif pour ce qui est de la protection physique des matières et des installations nucléaires (clôtures, barrières et systèmes de contrôle de l'accès). En octobre 2005, il a signé avec l'Institut de physique nucléaire de Saint-Petersbourg, qui relève de l'Académie russe des sciences, son premier accord de mise en œuvre en vue d'une coopération à ce chapitre. Il a également mené des négociations avec l'Institut de physique théorique et expérimentale, qui relève de l'Agence fédérale de l'énergie atomique (Rosatom) de la Russie. La Rosatom est le principal gardien des matières nucléaires russes. Ce projet a servi de modèle pour l'expansion de la coopération canado-russe à d'autres installations de la Rosatom. Il a aussi permis au MAECI et à la Rosatom d'établir une procédure régissant la coopération dans ces installations hautement sensibles, et au Canada d'aller de l'avant avec trois nouveaux projets, notamment dans des installations du complexe d'armement de la Rosatom. À la suite d'un processus d'approvisionnement concurrentiel, le MAECI a confié à la société Raytheon Canada Limited, en novembre 2005, le mandat de fournir des avis techniques à l'appui de ces trois projets. De plus, un groupe de travail canado-russe a été créé pour coordonner la coopération dans le cadre des projets de sécurité nucléaire.

## SÉCURITÉ RADIOLOGIQUE – SÉCURISATION DES SOURCES HAUTEMENT RADIOACTIVES

La Russie aurait environ 700 générateurs thermoélectriques radio-isotopiques (GTR) servant à alimenter des aides à la navigation, comme les phares dans les régions éloignées. Ces GTR contiennent des matières hautement radioactives pouvant servir à la fabrication de bombes sales. Bon nombre sont très mal protégés et vulnérables au vol. La Russie collabore avec les membres du Partenariat mondial pour faire échec à cette menace et sécuriser ces GTR le plus rapidement possible. À l'heure actuelle, le Canada travaille au niveau bilatéral et avec l'AIEA à des projets visant à supprimer certains des obstacles qui nuisent aux travaux en ce domaine. En janvier 2006, il a conclu avec l'Institut Kurchatov de Russie un accord de mise en œuvre en vue du financement d'un plan qui servira de guide à la Russie et à ses partenaires étrangers, et qui assurera une coordination efficace des efforts et des fonds accordés. Le Canada est par ailleurs sur le point de conclure un accord visant l'amélioration de l'infrastructure nécessaire au transport sûr et sécuritaire des GTR. Il envisage aussi de coopérer avec d'autres donateurs à des projets supplémentaires concernant l'enlèvement et la sécurisation de ces dispositifs vulnérables.



*Le renforcement des mesures de protection physique est un des aspects essentiels des efforts déployés par le Canada pour améliorer la sécurité des matières nucléaires russes.  
Photo : Commission canadienne de sûreté nucléaire*



*Les panneaux de cellules solaires constituent une source d'énergie durable de remplacement aux matières hautement radioactives qui alimentent les phares.  
Photo : Gouverneur du comté de Finnmark (Norvège)*

« Notre plus grand défi, et notre plus grand échec, se situe sur le front de la non-prolifération des armes nucléaires et du désarmement. [...] Les armes de destruction massive représentent un redoutable danger pour nous tous, surtout dans un monde qui vit sous la menace de terroristes aux ambitions planétaires ne reculant devant rien.. »

— Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies, Allocution au Sommet mondial de l'ONU 2005 (New York, 14 septembre 2005)



## Réorientation des anciens scientifiques de l'armement

Quinze ans après la dissolution de l'Union soviétique, des milliers d'anciens scientifiques de l'armement sont toujours aux prises avec le chômage ou le sous-emploi. Une des priorités du Partenariat mondial est de réorienter ces scientifiques vers des emplois pacifiques et durables. Ces efforts sont nécessaires pour réduire le risque que des scientifiques de premier plan de l'ex-Union soviétique vendent leur expertise ou leur capacité d'accès à des matières connexes à des groupes ou à des États qui suscitent

des préoccupations en matière de prolifération. Ils peuvent aussi générer d'importantes retombées scientifiques, technologiques et industrielles pour le Canada.

Pour atteindre les objectifs fixés dans ce domaine, le Canada est partie au Centre international des sciences et de la technologie de Moscou (CIST) et au Centre des sciences et de la technologie en Ukraine, à Kiev (CSTU).

### APPUI AU CENTRE INTERNATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

Situé à Moscou, le CIST est un organisme intergouvernemental financé principalement par le Canada, les États-Unis, l'Union européenne et le Japon. Le CIST coordonne les efforts des gouvernements, des organismes internationaux et des industries du secteur privé en vue de fournir aux anciens scientifiques de l'armement de l'Arménie, du Bélarus, de la Géorgie, du Kazakhstan, de la République kirghize, de la Russie et du Tadjikistan la possibilité d'utiliser leur expertise et de participer à des partenariats internationaux à des fins pacifiques.

Lors de son adhésion officielle au CIST en mars 2004, le Canada est devenu le troisième donateur en importance (après les États-Unis et l'UE), un membre du conseil d'administration formé des représentants de six nations et un membre du Comité consultatif scientifique. Le Canada s'est engagé à verser jusqu'à 18 millions de dollars par année à l'appui des projets de recherche, des divers programmes de réorientation et des activités quotidiennes du CIST.

Pendant l'année financière 2005-2006, le Canada a versé près de 10 millions de dollars à 38 projets de recherche scientifique touchant 906 anciens scientifiques de l'armement. Parmi les



L'équipe de réorientation des anciens scientifiques de l'armement rencontre Norbert Josten, directeur exécutif du CIST, pour planifier les activités canadiennes futures

### ATELIERS DE S & T ET ATELIERS INDUSTRIELS

- **Juin 2005** : Atelier sur les sciences et l'industrie du pétrole et du gaz – Calgary.
- **Juillet 2005** : Atelier de recherche sur le thème : Quand le propre est-il propre? Établissement de cibles de décontamination pour le contre-terrorisme chimique et biologique – Volgograd, Russie.
- **Septembre 2005** : atelier sur la photonique, organisé par l'OTAN et partiellement financé par le CIST et le CSTU – Sherbrooke, Québec, et atelier sur les technologies avancées de séparation des membranes – Gus-Khrustalny, Russie.
- **Novembre 2005** : atelier sur les sciences chimiques – Ottawa – Séminaire sur l'utilisation de biocarburants dans la production d'énergie propre et le transport – Moscou.
- **Décembre 2005** : premier colloque aérospatial annuel du CIST – Moscou.
- **Janvier 2006** : Atelier sur le contre-terrorisme portant sur la restauration de l'environnement, organisé par l'initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.
- **Février 2006** : Premier atelier du CIST sur les techniques d'application de la loi (auquel participaient des scientifiques russes, des fonctionnaires du ministère russe de l'Intérieur et des représentants du MAECI, de la GRC, de l'UE et des États-Unis) et un atelier Canada-Russie sur les technologies de l'énergie propre/de l'hydrogène – Moscou.
- **Mars 2006** : Participation du MAECI à la Conférence minière de l'Association d'affaires Canada Russie Eurasie (AACRE) – Toronto.
- **Mars 2006** : kiosque du CIST au salon commercial *Globe 2006* – Vancouver.

secteurs d'expertise, mentionnons les sciences nucléaires, chimiques, les sciences biologiques et les vecteurs (p. ex. les missiles). Depuis mars 2004, le Canada a financé 76 projets d'une valeur d'environ 20 millions de dollars et redonné un emploi à plus de 1 750 anciens scientifiques de l'armement. Des dizaines de collaborateurs du gouvernement canadien, de l'industrie et des milieux universitaires ont participé à ces projets. Le Canada oriente maintenant son financement vers les secteurs suivants : environnement, énergie de remplacement, biotechnologie, matériaux de pointe et fabrication, aérospatiale, technologies de l'information et des communications, photonique et lutte contre le terrorisme. Par ailleurs, les travaux progressent bien du côté de l'initiative du CIST axée sur les piles à combustible (financée en partie par le Canada) et de la définition de l'initiative centrée sur les techniques d'application de la loi. Les deux sont réalisées en collaboration avec les États-Unis et l'Union européenne.

Au cours de cette période, le Canada a également soutenu une série d'ateliers et d'activités connexes visant à trouver des idées de projets de recherche pour le CIST, à favoriser la collaboration entre les Canadiens et les experts de l'ancienne Union soviétique et à établir des liens dans l'industrie.

Toutes ces activités ont réussi à susciter auprès des anciens scientifiques de l'armement de nouvelles idées de projet qui intéressent au premier chef les secteurs clés canadiens des sciences et de la technologie ou de l'industrie.

Le Canada a continué de soutenir le travail en cours du département de la sécurité mondiale et de la planification stratégique du CIST. Le mandat de ce département englobe les technologies liées à la sécurité dans les instituts d'armement, le contre-terrorisme et

d'autres enjeux relatifs à la non-prolifération, au contrôle des armements et au désarmement. Depuis décembre 2004, un directeur exécutif adjoint du Canada dirige le département. En 2006-2007, l'un des grands défis à relever sera d'élaborer un plan stratégique pluriannuel pour le Centre.

#### RETOMBÉES POUR LE CANADA

Les retombées de la participation du Canada au CIST ne se limitent pas à la réduction des risques posés par la transmission de la science de l'armement et la prolifération des matières connexes. Par exemple, les entreprises, les ministères et les institutions de recherche canadiens qui participent comme collaborateurs aux projets de recherche du CIST ou qui financent leurs propres projets de recherche à titre de « partenaires » du CIST peuvent jouir très tôt d'un accès privilégié à de nouvelles technologies mises au point à un prix modique en Russie et dans d'autres pays de l'ex-Union soviétique par des scientifiques de niveau mondial. L'accès à de nouvelles technologies peut contribuer aux objectifs de recherche d'un grand nombre de ministères et d'organismes de recherche, tout en permettant aux entreprises canadiennes d'améliorer leurs produits et éventuellement leur rendement en matière d'exportation. En 2005-2006, plusieurs activités d'information ont eu lieu, ce qui a permis de cerner plusieurs nouvelles entreprises, ministères et organismes intéressés à participer aux projets et aux activités du CIST.



*Scientifiques travaillant à des projets financés par le CIST, en Russie*

## Programme de non-prolifération biologique

Une importante priorité du Programme de partenariat mondial du Canada est de faire face aux graves menaces posées par les agents biologiques et les scientifiques œuvrant dans ce domaine dans l'ex-Union soviétique. Étant donné qu'une quantité microscopique d'agent biologique peut causer des problèmes graves sur une grande échelle et que nombreuses sont les installations biologiques sous-financées qui ne peuvent protéger adéquatement leur collection mortelle de substances pathogènes et leur matériel de fabrication, la prolifération des matières biologiques pouvant être utilisées comme armes biologiques est une source de plus en plus grande de préoccupation. La menace interne que posent des milliers de scientifiques insuffisamment rémunérés qui continuent d'avoir accès à la collection de souches dangereuses de leur institut est tout aussi préoccupante.

Conformément à l'engagement qu'ont pris les dirigeants au Sommet de Kananaskis en 2002, le Canada mène un certain nombre de projets en Russie et dans d'autres pays de l'ex-Union soviétique dans le but d'empêcher les terroristes et les États qui suscitent des préoccupations en matière de prolifération d'acquérir ou de mettre au point des armes biologiques. En vertu du Programme de partenariat mondial, le Canada aide certains pays à :

- adhérer plus pleinement à la Convention sur les armes biologiques et à toxines qui met en œuvre des mesures efficaces afin de garder en lieu sûr les agents biologiques et rendre compte de leur présence (c.-à-d. la biosécurité);
- mettre en œuvre des mesures de protection dans les installations qui renferment des agents biologiques (c.-à-d. la sécurité biologique des laboratoires);
- s'attaquer efficacement au trafic illicite d'agents biologiques (p. ex. par l'entremise de systèmes de détection, de la formation du personnel des douanes et du personnel de maintien de l'ordre, d'une collaboration pour le suivi de ces produits);
- améliorer le recours à des contrôles nationaux sur les exportations et les transbordements de produits figurant sur les listes de contrôle multilatérales des exportations (ainsi que de tout autre produit susceptible de contribuer à la mise au point, à la production et à l'utilisation d'armes biologiques);
- prendre des mesures pour réduire le plus possible les réserves de toxines et de substances biologiques pathogènes dangereuses.

En étant membre du CIST de Moscou, le Canada peut s'attaquer à un certain nombre d'enjeux critiques, notamment la menace en matière de prolifération que posent les anciens scientifiques des armes biologiques. Par l'intermédiaire du CIST, le Canada avait financé, au 31 mars 2006, 25 projets de biotechnologie et des sciences de la vie dans le but de réorienter d'anciens scientifiques



*Des fonds sont nécessaires pour améliorer la biosécurité et la sécurité biologique des laboratoires dans plusieurs usines où des pathogènes mortels ne sont pas sécurisés adéquatement*



des armes biologiques et d'employer des scientifiques qui travaillaient dans des installations du programme soviétique d'armes biologiques, un engagement d'environ 7 millions de dollars.

Dans le cadre du Programme de partenariat mondial, le Canada a aussi mis au point une stratégie de biosécurité et une stratégie de sécurité biologique des laboratoires. Les activités du Canada qui découlent de consultations menées avec la Russie/l'ex-Union soviétique et d'autres partenaires internationaux ont pour but :

- de faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de normes pratiques et efficaces en matière de biosécurité et de sécurité biologique des laboratoires;
- de contribuer à l'établissement d'associations nationales et régionales de biosécurité en Russie et dans d'autres pays de l'ex-Union soviétique;
- de donner une formation en biosécurité et en sécurité biologique des laboratoires;
- de financer les mises à jour nécessaires en matière de biosécurité et de sécurité biologique des laboratoires dans les installations jugées prioritaires sur le plan de la non-prolifération.

Au cours de l'exercice 2005-2006, le Canada a mené des activités soutenant :

- le lancement d'une série méthodique de visites dans des instituts biologiques prioritaires en Russie, au Bélarus et en Ukraine afin d'évaluer la portée et le besoin de projets de biosécurité et de sécurité biologique des laboratoires relevant du CIST et du CSTU;
- des discussions via la réunion du Groupe de travail international sur la biosécurité au sujet de la création d'une association russe de biosécurité;
- un atelier à une conférence du Russian American Nuclear Security Advisory Council (RANSAC) [Conseil consultatif Russie-Amérique sur la sécurité nucléaire] sur l'avancement de la coopération internationale à l'égard des initiatives biologiques en Russie et dans la Communauté des États indépendants organisée en avril 2005 pour sensibiliser le public et servir de tribune pour faire progresser les initiatives de réduction de la menace biologique en Russie;
- une entente avec le Henry L. Stimson Center et les étapes initiales de l'initiative Pathogens for Peace. Le Programme de partenariat mondial a contribué à une étude d'un an visant à déterminer les possibilités d'investissement dans la réorientation durable des anciens scientifiques soviétiques des armes biologiques de façon à faire progresser la recherche, le développement et la production de vaccins et d'autres médicaments thérapeutiques dans les pays en développement;
- la participation à la conférence annuelle de la American Biological Safety Association (ABSA) [Association américaine de la biosécurité] qui a eu lieu à Vancouver, en Colombie-Britannique, en octobre 2005. Le Canada a aussi soutenu la présence d'experts du Bélarus, du Kazakhstan et de la Russie;



*Une assistance en matière de biosécurité et de sécurité biologique des laboratoires est nécessaire pour empêcher les terroristes de se procurer des agents biologiques mortels*



*Des scientifiques visitent le nouveau Centre des sciences de la vie, à l'Université de Colombie-Britannique, pour apprendre à construire un laboratoire moderne de confinement*



*Dans le cadre du Programme de non-prolifération biologique, le Canada offre de la formation en matière de biosécurité et des équipements de biosécurité*

- l'achèvement de la traduction en russe des *Lignes directrices canadiennes en matière de biosécurité en laboratoire* (3<sup>e</sup> édition 2004) et la vidéo de formation Confinement des installations de niveau 3 du Bureau de la sécurité des laboratoires, Agence de santé publique du Canada.

## Partager nos réussites

Le travail accompli dans le cadre du Programme de partenariat mondial contribue de façon notable à l'amélioration de la sécurité, tant nationale qu'internationale, à l'assainissement de l'environnement et à l'avènement d'un monde plus sécuritaire, où les terroristes et les États qui suscitent des préoccupations en matière de prolifération ne pourront pas se procurer facilement des armes de destruction massive ni les matières et les connaissances spécialisées connexes. Une priorité importante du Programme est de faire connaître les réalisations dans ce domaine aux Canadiens, aux autres partenaires et aux milieux internationaux qui œuvrent en faveur de la non-prolifération, du contrôle des armements et du désarmement, et d'obtenir de la rétroaction aux activités et aux priorités du Canada.

À l'échelle nationale, les efforts de sensibilisation ciblent deux types de publics. Tout d'abord, les initiatives menées dans le cadre du Programme avaient pour but de porter les possibilités de R et D, créées par le Programme de réorientation, à l'attention d'éventuels collaborateurs et partenaires des secteurs publics et privés canadiens. Pendant l'année écoulée, des experts canadiens issus de 59 organisations gouvernementales, publiques, sectorielles et universitaires ont appuyé activement les objectifs du Programme en agissant comme collaborateurs à des projets financés par l'entremise du CIST. Une entreprise canadienne est devenue un partenaire de ce dernier, et plusieurs autres s'approprient à le devenir. Ensuite, des consultations et des rencontres ont eu lieu avec des membres du milieu canadien non gouvernemental œuvrant pour la non-prolifération, le contrôle des armements et le désarmement, afin de leur faire voir comment le Programme de partenariat mondial du Canada contribuait concrètement à la réalisation des objectifs de la politique dans ce domaine important. Ainsi, les liens avec les institutions, les membres de la société civile et les universitaires se sont élargis.

À l'échelle internationale, le Canada a continué de plaider pour transformer en projets les engagements annoncés, et en faveur de l'amélioration de l'efficacité et de l'incidence générales du Partenariat mondial. Ces activités renforcent la réputation du Canada, qui est vu comme un pays qui tient ses engagements et qui peut faire bouger les choses lorsqu'il s'agit de s'attaquer à la plus grande menace pesant sur la sécurité internationale. En ce qui concerne le Groupe de travail du partenariat mondial, le Canada s'est employé à obtenir des principaux pays donateurs qu'ils continuent d'appuyer sans équivoque toute la série de priorités établies au Sommet de Kananaskis et qu'ils entreprennent un examen complet de toutes les activités de partenariat liées au Programme. Ces mesures renforceront considérablement les fondements sur lesquels les priorités futures reposeront, et faciliteront la prise de décisions à la deuxième étape du Partenariat mondial. Par son rôle de chef de file, le Canada a également contribué à améliorer la coordination de la mise en œuvre des initiatives menées par les principaux pays donateurs pour s'attaquer aux menaces posées par les agents biologiques. Au niveau des projets, une initiative a été menée de concert avec le Royaume-Uni pour inviter les autres membres du Partenariat mondial à contribuer à des aspects de la construction de l'usine de destruction des armes chimiques à Shchuch'ye. Grâce à cette initiative, quatre pays ont donné des fonds supplémentaires pour réaliser un projet constituant une grande priorité du Canada en matière de destruction des armes chimiques. Les initiatives ainsi déployées ont été bien accueillies par les membres du Partenariat mondial. Elles ont eu des retombées positives sur les relations bilatérales que le Canada entretient avec la Russie, qui cite ouvertement le Canada comme un modèle à imiter, avec les États-Unis et d'autres pays donateurs qui, soit travaillent avec le Canada, soit reconnaissent les réussites canadiennes, et qui tiennent compte de ses valeurs dans leurs propres activités. Les États-Unis reconnaissent également la valeur de la contribution canadienne à une initiative qu'ils estiment importante pour la sécurité nord-américaine.



Scientifique subventionné par le CIST



Officiers militaires russes



Un gestionnaire du chantier naval russe



Officier militaire russe



# Regard vers l'avenir – Les priorités du Canada pour 2006-2007

Grâce au travail préparatoire accompli pour le Programme de partenariat mondial, qui est décrit dans le présent rapport et dans le rapport annuel de l'an dernier, le Canada a fait avancer rapidement la mise en œuvre de ses projets, beaucoup plus rapidement que bon nombre d'autres pays. Le Programme est maintenant pleinement opérationnel, et on s'attend à ce que les activités s'intensifient dans tous les domaines prioritaires au cours des années à venir. Les résultats sont de plus en plus visibles.

## Projets prioritaires

### DESTRUCTION D'ARMES CHIMIQUES

Le Canada poursuivra en 2006 son travail considérable à l'usine de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye. Selon la Fédération de Russie, l'usine sera achevée d'ici 2008, ce qui permettra à la Russie de respecter l'échéance quant à la destruction fixée dans la Convention sur les armes chimiques. Gardant cette échéance à l'esprit, le Canada envisage la possibilité d'entreprendre un travail semblable à Kizner à partir de 2007. En effet, le stock d'armes chimiques conservé dans cette installation constitue une menace grave sur le plan de la prolifération, et le Canada est en mesure de mettre à profit la coopération et le savoir-faire acquis à Shchuch'ye.

### DÉMANTÈLEMENT DES SOUS-MARINS NUCLÉAIRES

Le Canada s'attend à achever d'ici 2010 son travail relativement à la flotte dans l'Arctique. Le démantèlement des sous-marins se poursuivra en vertu des deuxième et troisième accords de mise en œuvre, et les négociations portant sur le quatrième accord permettront de mener les activités jusqu'à la fin des autorisations actuelles. Il faudra peut-être compter une année de plus pour terminer les activités dans le Nord.

### SÉCURITÉ NUCLÉAIRE ET RADIOLOGIQUE

Étant donné la gravité de la menace que font planer les matières nucléaires non protégées ou non comptabilisées, la sécurité nucléaire et radiologique est devenue une priorité de plus en plus grande du Programme de partenariat mondial. C'est pourquoi on consacrera plus de moyens à l'amélioration de la protection physique des installations nucléaires. Le travail accompli avec l'AIEA et en ce qui a trait aux générateurs radio-isotopiques à thermocouples se poursuivra en Russie. L'avancement du Programme multilatéral d'élimination du plutonium demeure une priorité à surveiller de près, tout comme le travail qui se fera à Chornobyl.

### RÉORIENTATION DES ANCIENS SCIENTIFIQUES DE L'ARMEMENT

La priorité immédiate est d'augmenter le nombre de partenaires et de collaborateurs canadiens qui coopéreront à des projets et ce, grâce à un programme de diffusion de l'information amélioré destiné à mieux faire connaître au milieu scientifique les avantages que l'on peut tirer de ce volet du Programme. Comme le CIST et le CSTU relèveront du Programme de partenariat mondial, on s'efforcera d'améliorer la synergie entre leurs travaux, notamment en élaborant une approche plus stratégique.

### NON-PROLIFÉRATION BIOLOGIQUE

Au sein du Programme, on accorde de plus en plus d'importance aux risques associés aux agents biologiques. Le Canada compte accroître les activités qu'il mène dans le cadre du Programme de non-prolifération biologique, pour faire prendre conscience à un plus grand nombre de pays donateurs de la nécessité d'accorder une attention soutenue à cette question et pour mettre en œuvre des projets précis afin de renforcer la biosécurité et la sécurité biologique des laboratoires en Russie et dans les pays de l'ex-Union soviétique.

## Engagement du Canada

L'examen constant du contexte de sécurité internationale confirme que la possibilité que des armes de destruction massive et des matières connexes tombe entre les mains de terroristes demeure une menace grave pour le Canada et la communauté internationale. Le Partenariat mondial demeure la seule réponse multinationale qui a pour but de s'attaquer à cette menace de façon précise. Le Programme de partenariat mondial du Canada est revu chaque année dans le but de vérifier sa pertinence, et des corrections y sont apportées au besoin.

Bien que des progrès notables aient été enregistrés jusqu'à maintenant, il reste beaucoup à faire dans tous les domaines. Le Canada est déterminé à conserver un rôle actif et directeur sur le plan de la politique et de la mise en œuvre des projets. Il continuera de miser, avec les autres partenaires, sur les progrès accomplis et sur le courant favorable, et d'inciter tous les pays à tenir leurs promesses de contributions financières pour qu'elles donnent lieu à des activités concrètes. Le Canada continuera ainsi à faire en sorte que son Programme de partenariat mondial remplisse un rôle important dans le vaste programme de non-prolifération, de contrôle des armements et de désarmement.

« Ces quatre dernières années, le Partenariat mondial du G8 a permis d'éliminer des milliers d'armes nucléaires, de construire des installations de destruction d'armes chimiques et de recycler des milliers d'anciens scientifiques de l'armement, mais il reste encore beaucoup de travail à faire. » [Traduction libre]

— Extrait d'une lettre de Mikhail Gorbatchev, ancien président soviétique, adressée aux dirigeants du Partenariat mondial pour les inciter à accroître leurs efforts, en Russie surtout (21 décembre 2005)

# GÉRANCE ET PROBITÉ

## Systemes de surveillance financière et de responsabilisation

Un ensemble complet de politiques, de cadres et d'examins a été mis en place pour garantir l'intégrité du Programme de partenariat mondial du Canada, qui respecte les plus hautes normes en matière de gestion de projet, de gérance et de responsabilisation.

Les mesures adoptées dans le cadre du Programme sont guidées par le Cadre de gestion et de responsabilisation élaboré par le Conseil du Trésor, par un Cadre de gestion de projet mis au point précisément pour le Programme, qui correspond à une méthode d'exécution de projets répondant aux normes de l'industrie, ainsi que par un Cadre de vérification en fonction du risque et un Cadre de gestion et de responsabilisation axé sur les résultats conformes aux directives du Conseil du Trésor. Ces outils permettent de mesurer, d'évaluer, de présenter des rapports de rendement et d'intégrer la gestion du risque aux stratégies et aux méthodes de mise en œuvre. Des registres des risques tenus pour le projet et le Programme établissent la liste des risques les plus importants et donnent des stratégies pour les atténuer. Ensemble, ces instruments constituent un cadre de gestion de projet complet pour le Programme. Par souci de transparence, des rapports complets sur l'exécution des projets sont présentés au Conseil du Trésor tous les semestres et au Parlement tous les ans. Tout le travail relatif au Programme de partenariat mondial est également indiqué dans les soumissions annuelles du MAECI, c'est-à-dire le *Rapport sur les plans et les priorités* et le *Rapport sur le rendement*.

Une responsabilisation comptable rigoureuse accompagne toutes les activités relatives au Programme de partenariat mondial. Toutes les dépenses et tous les engagements sont soumis aux normes et aux pratiques de la *Loi sur la gestion des finances publiques* du gouvernement du Canada et à ses règlements et politiques connexes, et ils se font dans un cadre de gestion financière rigoureux qui met l'accent sur le contrôle interne, la diligence raisonnable et une gestion budgétaire prudente.

Un cadre juridique global couvre la coopération avec les partenaires. L'Accord de coopération entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la destruction des armes chimiques, au démantèlement de sous-marins nucléaires déclassés et à la protection physique, au contrôle et au dénombrement des matières nucléaires et radioactives est un accord-cadre garantissant que la coopération satisfait aux exigences juridiques et politiques du Canada, y compris celles concernant la sécurité et la protection de l'environnement. L'Accord contient des dispositions sévères en matière de surveillance, d'accès, de transparence, d'imposition, de responsabilité et de droits de propriété intellectuelle. Sur le plan du fonctionnement, de nombreux projets ont leur propre accord ou entente de mise en œuvre. De plus, pour gérer les risques financiers, le Canada verse l'argent une fois les étapes importantes terminées. Les fonds sont décaissés après vérification que le travail a été accompli correctement et selon les modalités de l'accord d'origine.

La vérification et l'évaluation font partie intégrante des activités du Programme. Le rapport de vérification interne réalisé en 2005 (à lire sur le site Web du MAECI) démontre que beaucoup a été accompli relativement aux objectifs du Programme, et il contient des recommandations quant aux améliorations à apporter, dont la plupart ont été réalisées. Une évaluation extérieure a également été commandée, et des vérifications de certains projets ont lieu régulièrement. Ces examens renforcent les fondements du Programme et contribuent à son expansion. Ils garantissent que les normes en matière de gérance et de responsabilisation sont respectées et qu'elles sont à la base du maintien, par le Canada, de sa fonction de chef de file du Partenariat mondial.

Priorité pangouvernementale, le Programme de partenariat mondial fait appel à deux mécanismes de consultation internes officiels : le Groupe consultatif interministériel du Partenariat mondial et le Groupe consultatif sur les sciences, la technologie et le commerce. Les mandats des deux groupes ont été revus et approuvés officiellement. Le Programme donne également lieu à des relations officielles avec des ministères et des organismes publics (Santé Canada, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et Commission canadienne de sûreté nucléaire), qui assurent un accès constant à de grands spécialistes.

PROGRAMME DE PARTENARIAT MONDIAL – DÉPENSES RÉELLES (EN MILLIERS DE DOLLARS)

DÉPENSES DIRECTES PAR SECTEUR DE PROGRAMME DU PPM		2003-2004	2004-2005	2005-2006
Destruction des armes chimiques	Projet de chemin de fer (Shchuch'ye)	4 000,0	–	20 000,0
	Projets d'infrastructure (Shchuch'ye)	–	250,0	3 000,0
	Deuxième édifice de destruction (Shchuch'ye)	–	–	33 749,4
	Soutien à la sensibilisation	–	120,4	127,5
	Surveillance et administration du projet	40,6	85,2	192,7
	<b>Sous-total : destruction des armes chimiques</b>	<b>4 040,6</b>	<b>455,6</b>	<b>57 069,6</b>
Démantèlement des sous-marins nucléaires déclassés	Projet de démantèlement des sous-marins nucléaires	–	9 457,7	29 218,0
	Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale de la BERD	32 000,0	–	–
	Surveillance et administration du projet	25,1	1 191,3	1 531,2
	<b>Sous-total : démantèlement des sous-marins nucléaires</b>	<b>32 025,1</b>	<b>10 649,0</b>	<b>30 749,2</b>
Sécurité nucléaire et radiologique	Fonds de sécurité nucléaire de l'AIEA	2 983,5	1 016,5	65,0
	Arrêt d'un réacteur nucléaire (Zheleznogorsk)	–	9 000,0	–
	Institut de physique théorique et expérimentale	–	–	25,0
	Institut de physique nucléaire de Saint-Petersbourg	–	–	15,1
	Générateurs thermoélectriques radio-isotopiques	–	–	554,3
	Surveillance et administration du projet	64,2	187,3	581,9
<b>Sous-total : sécurité nucléaire et radiologique</b>	<b>3 047,7</b>	<b>10 203,8</b>	<b>1 241,3</b>	
Réorientation des anciens scientifiques de l'armement	Projets	11 380,3	–	589,7
	Programmes supplémentaires	4 658,0	2 854,1	–
	Administration et opérations du CIST	2 433,2	456,0	997,2
	Surveillance et administration du projet	7,8	233,9	327,7
	<b>Sous-total : réorientation des anciens scientifiques</b>	<b>18 479,3</b>	<b>3 544,0</b>	<b>1 914,6</b>
Non-prolifération biologique	Biosécurité et biosécurité des laboratoires	–	80,5	117,2
	Administration du programme	12,3	17,5	105,5
	<b>Sous-total : non-prolifération biologique</b>	<b>12,3</b>	<b>98,0</b>	<b>222,7</b>
Coûts opérationnels	2 045,1	2 349,9	2 774,6	
<b>DÉPENSES DIRECTES TOTALES (DÉPENSES DU PPM)</b>		<b>59 650,1</b>	<b>27 300,3</b>	<b>93 972,0</b>
Dépenses indirectes du Programme de partenariat mondial	Vérification et évaluation	–	250,0	750,0
	Coûts opérationnels indirects*	2 330,0	2 733,7	2 261,2
<b>DÉPENSES INDIRECTES TOTALES (FINANÇÉES PAR LE PPM)</b>		<b>2 330,0</b>	<b>2 983,7</b>	<b>3 011,2</b>
<b>TOTAL DU FINANCEMENT D'ACTIVITÉS DU PPM</b>		<b>61 980,1</b>	<b>30 284,0</b>	<b>96 983,2</b>

\* Comprend les coûts associés au bureau du PPM à Moscou; les dépenses des années antérieures ont été légèrement rajustées.



Équipes de contrôle canadienne et britannique en compagnie d'officiers militaires russes



# ANNEXE A

## Résumé des engagements des autres membres du Partenariat mondial<sup>3</sup>

**Allemagne** : L'Allemagne s'est engagée à verser jusqu'à 1,5 milliard d'euros pour financer la construction d'une installation de stockage intermédiaire à long terme dans la baie de Saida afin d'appuyer le démantèlement de sous-marins, de contribuer au NDEP et de renforcer la sécurité des matières et des installations nucléaires. Des fonds ont été engagés pour la construction et l'appui des usines de destruction des armes chimiques de Gorny, maintenant en exploitation, et de Kambarka (126 380 euros).

**Australie** : L'Australie a fourni jusqu'ici 7,4 millions \$US pour le démantèlement de sous-marins.

**Belgique** : La Belgique s'est engagée à verser près de 6,8 millions d'euros aux projets du Partenariat mondial dans les domaines de la sûreté nucléaire, de la mise en lieu sûr de déchets radioactifs, du démantèlement de sous-marins et de l'élimination de plutonium, ainsi qu'à participer au Fonds pour le sarcophage de Chornobyl et à la construction de l'usine de destruction des armes chimiques de Shchuch'ye.

**Danemark** : Le Danemark s'est engagé à verser 18 millions d'euros, consacrés surtout à des projets reliés au nucléaire, comme la mise en lieu sûr de déchets radioactifs et une contribution au NDEP, ainsi qu'aux activités de sensibilisation publique sur les armes chimiques.

**États-Unis** : Les États-Unis sont de loin le plus important bailleur de fonds du Partenariat mondial, avec un engagement de 10 milliards \$US et des activités de grande envergure. Jusqu'ici, les États-Unis se sont engagés à verser plus de 1 milliard \$US pour des évaluations des installations nucléaires, l'installation d'équipement moderne, ainsi que la formation à l'appui de cette modernisation. Ils ont également engagé plus de 240 millions \$US pour la destruction des vecteurs d'armes stratégiques et les sous-marins lance-missiles à propulsion nucléaire. Une somme de 331 millions \$US finance la fermeture des réacteurs servant à la

production de plutonium de Seversk et de Zheleznogorsk, à laquelle contribuent plusieurs donateurs.

Près de 1 milliard \$US ont été engagés jusqu'ici pour la destruction des armes chimiques, surtout la construction de l'usine de destruction des armes chimiques de Shchuch'ye et le renforcement de la sécurité du stockage d'armes chimiques à Planovy/Shchuch'ye et à Kizner. Cet engagement comprend également le démantèlement des anciennes installations de production d'armes chimiques à Volgograd et à Novocheboksarsk.

Un montant de 260 millions \$US est affecté à la réorientation des anciens scientifiques et techniciens de l'armement, par l'entremise du CIST et du CSTU, et 293 projets ont été mis en place jusqu'ici. Les activités de prévention de la prolifération des armes biologiques comprennent un engagement de 287 millions \$US pour des projets de recherche; de plus, les activités de réorientation comprennent des projets visant à empêcher la prolifération de la technologie et de l'expertise en armes biologiques en Géorgie, au Kazakhstan, en Ouzbékistan, en Russie et en Ukraine.

Les États-Unis appuient également des projets en Ukraine. Jusqu'à maintenant, ils ont engagé environ 120 millions \$US dans des programmes de contrôle des exportations, la protection des frontières, la réorientation des scientifiques et l'élimination des vecteurs d'armes stratégiques. De plus, des projets, notamment de contrôle des exportations, sont appuyés dans d'autres pays de l'ex-Union soviétique.

**Finlande** : La Finlande s'est engagée à verser 15 millions d'euros et est surtout active dans les projets nucléaires (principalement dans le nord-ouest de la Russie et en Ukraine), dont le NDEP, la sûreté des matières nucléaires, la gestion des déchets et la sûreté nucléaire, la fermeture du réacteur de Zheleznogorsk, et elle contribue au Fonds pour le sarcophage de Chornobyl. La Finlande contribue également à l'usine de destruction des armes chimiques de Gorny et aux projets de sensibilisation du public.

<sup>3</sup> L'information contenue dans cette annexe est tirée de l'annexe A au Rapport annuel de 2006 du Partenariat mondial aux dirigeants du G8, juillet 2006 ([http://g8russia.ru/Annex\\_to\\_GP\\_Report\\_-\\_final-eng.doc](http://g8russia.ru/Annex_to_GP_Report_-_final-eng.doc)). Prière de se reporter au rapport pour des renseignements plus détaillés. (en anglais seulement)



**France** : L'engagement de 750 millions d'euros de la France servira à réaliser des projets nucléaires, dont le NDEP, l'élimination du plutonium, la destruction des armes nucléaires et le démantèlement des GTR. La France fournit des fonds pour restaurer la base navale de Gremikha, effectue une évaluation environnementale de l'usine de destruction des armes chimiques de Shchuch'ye, et réalise des projets de biosécurité et biosécurité des laboratoires dans les installations de biologie russes.

**Italie** : L'Italie s'est engagée à verser 1 milliard d'euros et participe actuellement à des activités de démantèlement des sous-marins, y compris la gestion sûre des déchets radioactifs et du combustible nucléaire irradié (un engagement de 360 millions d'euros échelonné sur 10 ans). L'Italie s'est aussi engagée à verser jusqu'à 350 millions d'euros sur cinq ans pour la construction de l'usine de destruction des armes chimiques à Pochep et appuie la construction d'un tronçon du gazoduc à Shchuch'ye.

**Japon** : Le Japon s'est engagé à verser 200 millions \$US, dont 100 millions \$US pour le programme d'élimination du plutonium. Il a démantelé un sous-marin nucléaire de la classe Victor III et prévoit en démanteler cinq autres dans la flotte du Pacifique.

**Nouvelle-Zélande** : La Nouvelle-Zélande a contribué 1,5 million \$US de 2004 à 2006 pour la destruction des armes chimiques, la remise à neuf de la sous-centrale afin d'appuyer l'usine de destruction des armes chimiques de Shchuch'ye, et la fermeture du réacteur nucléaire de Zheleznogorsk.

**Norvège** : La Norvège s'est engagée à verser 100 millions d'euros pour des projets nucléaires et est active dans le démantèlement des sous-marins. Trois sous-marins ont déjà été démantelés et un quatrième est en train de l'être. Les projets portent aussi sur les transports et l'infrastructure dans la baie d'Andreeva, le stockage sûr de GTR, la sûreté nucléaire, et une contribution au NDEP. La Norvège a aussi contribué à la construction d'infrastructures à l'usine de destruction des armes chimiques de Shchuch'ye.

**Pays-Bas** : Les Pays-Bas se sont engagés à verser quelque 34 millions d'euros, dont une portion importante vise à financer des projets de destruction des armes chimiques (usines de destruction des armes chimiques de Gorny, de Kambarka et de Shchuch'ye), d'infrastructure sociale et de sensibilisation. Dans le domaine nucléaire, des contributions ont été faites au NDEP, aux projets de l'AIEA visant à renforcer la sécurité nucléaire et radiologique en Russie et dans l'ex-Union soviétique, et au Fonds pour le sarcophage de Chornobyl.

**République de Corée** : La République de Corée a dépensé 2 millions \$US jusqu'ici et s'est engagée à verser 500 000 \$US en 2006 pour financer le démantèlement d'un sous-marin, la fermeture du réacteur nucléaire de Zheleznogorsk et la réorientation des anciens scientifiques de l'armement par l'entremise du CIST.

**Royaume-Uni** : Le Royaume-Uni s'est engagé à verser jusqu'à 750 millions \$US dans le Partenariat mondial, et est actif dans tous les domaines. Jusqu'à présent, le Royaume-Uni a engagé 63 millions

de livres dans le démantèlement des sous-marins nucléaires et la gestion du combustible irradié, notamment des études sur la gestion du combustible nucléaire irradié (CNI), l'aménagement continu des installations de stockage de CNI dans la baie d'Andreeva, et le démantèlement de sous-marins nucléaires.

Le Royaume-Uni a engagé 7,45 millions de livres dans la sécurité nucléaire et la protection physique, à dépenser dans des activités qui comprennent des cours de formation des gardiens et des programmes de protection physique dans plusieurs instituts. Quelque 33 millions de livres ont aussi été engagées dans la réalisation de projets par l'entremise du Programme de sûreté nucléaire en cours dans l'ex-Union soviétique, y compris le sarcophage de Chornobyl. De concert avec plusieurs autres pays donateurs, le Royaume-Uni a aussi engagé 12 millions de livres pour financer la fermeture du réacteur de Zheleznogorsk.

Le Royaume-Uni a engagé jusqu'à 100 millions \$US pour la destruction des armes chimiques en Russie et a engagé jusqu'ici environ 14 millions de livres à Shchuch'ye pour des projets d'électricité, d'approvisionnement en eau et d'achat de matériel. Le Royaume-Uni et le Canada collaborent étroitement à Shchuch'ye, le financement du Canada passant par le programme britannique. Le Royaume-Uni réalise également quelques projets importants au nom d'autres donateurs.

Le Royaume-Uni a engagé quelque 20 millions de livres dans la réorientation des anciens scientifiques de l'armement. En juin 2006, le Partenariat des cités nucléaires fermées avait appuyé 80 projets financés par le Royaume-Uni, qui créeront 1 200 emplois en Russie. Le programme ne se limite pas à la Russie cependant, puisque des projets pilotes parallèles sont réalisés au Kazakhstan, en Ouzbékistan et en Ukraine.

**Russie** : La Russie s'est engagée à verser 2 milliards \$US dans des activités portant surtout sur le démantèlement des sous-marins nucléaires et la destruction des armes chimiques. Avec l'aide étrangère et un engagement russe de 650 millions \$US, 132 sous-marins ont été démantelés dans les flottes du Nord et du Pacifique. La Russie a utilisé les usines de destruction des armes chimiques construites avec l'appui des pays du Partenariat mondial à Gorny et à Kambarka pour détruire ses stocks d'armes chimiques. En décembre 2005, tous les stocks d'armes chimiques de catégorie 1 à Gorny avaient été détruits, et la destruction a commencé à Kambarka en mars 2006.

**Suède** : La Suède a engagé environ 15 millions d'euros pour la période comprise entre 2006 et 2008, pour le NDEP, la protection physique, la sécurité nucléaire, la répression du trafic et les contrôles à l'exportation en Russie et en Ukraine, la sécurité des réacteurs et l'élimination sécuritaire des déchets nucléaires et du combustible irradié et d'autres activités dans le nord-ouest de la Russie, ainsi que pour la construction de l'usine de destruction des armes chimiques de Shchuch'ye.

**Suisse** : La Suisse a engagé 11 millions d'euros dans la période comprise entre 2002 et 2006 dans divers projets reliés aux armes chimiques, et à la construction des usines de destruction des armes chimiques de Shchuch'ye, de Kambarka, de Maradikovskiy et de Leonidovka, et dans des projets de sensibilisation.

**Ukraine** : Les activités en Ukraine se sont effectuées par l'entremise de projets de l'AIEA et du CSTU. Deuxième pays bénéficiaire du Partenariat mondial, l'Ukraine a proposé plusieurs projets aux partenaires.

**Union européenne** : L'engagement de 1 milliard d'euros de l'Union européenne appuie des projets visant à renforcer la sécurité des installations nucléaires en Arménie, au Kazakhstan, en Russie et en Ukraine. Par l'entremise du programme TACIS<sup>4</sup>, l'Union

européenne contribue à réorienter les anciens scientifiques de l'armement au CIST et au CSTU, ainsi qu'aux contrôles à l'exportation et à la sécurité des frontières dans les pays de l'ex-Union soviétique. L'Union européenne contribue également au NDEP. L'Action commune de l'Union européenne finance également la destruction des armes chimiques ainsi que la protection physique et l'élimination des matières fissiles en Russie.

---

*Pour plus de renseignements, visitez le site canadien du Programme de partenariat mondial à <http://www.partenariatmondial.gc.ca>. Cliquez sur « Liens » pour accéder à une liste des sites d'autres organisations et gouvernements qui affichent de l'information sur le Partenariat mondial.*

<sup>4</sup> TACIS désigne *Technical Assistance to the Commonwealth of Independent States* (assistance technique à la Communauté des États indépendants), un programme d'assistance de l'Union européenne aux États de l'ex-Union soviétique lancé en 1991.

## ANNEXE B

### Acronymes et sigles

<b>ABSA</b>	American Biological Safety Association	<b>GTR</b>	Générateur thermoélectrique radio-isotopique
<b>ADM</b>	Arme de destruction massive	<b>MAECI</b>	Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
<b>AIEA</b>	Agence internationale de l'énergie atomique	<b>NDEP</b>	Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale
<b>BERD</b>	Banque européenne pour la reconstruction et le développement	<b>NTI</b>	Nuclear Threat Initiative
<b>CAC</b>	Convention sur les armes chimiques	<b>RANSAC</b>	Russian American Nuclear Security Advisory Council
<b>CIST</b>	Centre international des sciences et de la technologie	<b>Rosatom</b>	Agence fédérale russe de l'énergie atomique
<b>CNI</b>	Combustible nucléaire irradié	<b>UE</b>	Union européenne
<b>CRSNG</b>	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada	<b>UHE</b>	Uranium hautement enrichi
<b>CSTU</b>	Centre pour la science et la technologie en Ukraine		
<b>FSN</b>	Fonds pour la sûreté nucléaire		